

CROISSANCE, ENVIRONNEMENT
ET RÉFORMES

Les enjeux du développement durable en Algérie

L'Algérie cherche à conjuguer croissance économique et protection de l'environnement pour la diversification de son économie et de réduire sa dépendance à la manne pétrolière. Entre transition énergétique, lutte contre la désertification et promotion de l'économie verte, le pays engage progressivement des réformes pour inscrire le développement durable au cœur de ses politiques publiques, tout en devant relever des défis structurels et institutionnels majeurs. P 3



GOVERNANCE, CLIMAT ET
ÉCONOMIE

Le deuxième colloque national sur la RSE s'ouvre à Alger

Le deuxième colloque national consacré à la responsabilité sociétale des entreprises (RSE) s'est ouvert à Alger, confirmant la volonté des acteurs économiques, institutionnels et académiques d'ancrer durablement les principes du développement durable et de la gouvernance responsable dans le tissu économique algérien.

P 3

ACCÉLÉRATION DE LA
TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

Un impératif stratégique pour l'Algérie

L'ancien ministre de l'Énergie et ex-PDG de Sonatrach, Abdelmadjid Attar, a livré une analyse approfondie de la situation énergétique nationale, appelant à l'accélération de la transition énergétique et à la mise en place d'un nouveau modèle de consommation énergétique.

P 2

PRODUCTION LOCALE DE
SEMENCES ET DE PLANTS

Une stratégie nationale en cours de mise en œuvre

L'Algérie franchit une nouvelle étape dans la consolidation de sa sécurité alimentaire. Le ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche s'emploie actuellement à la mise en œuvre d'une stratégie nationale ambitieuse visant à développer la production locale de semences et de plants, un levier essentiel pour réduire la dépendance du pays aux importations et renforcer la souveraineté agricole nationale.

P 5

BANQUE

**La BDL prévoit un chiffre
d'affaires de plus de 110
milliards de DA en 2026** P 2

MÉTAUX PRÉCIEUX

**L'or dépasse le cap
de 5.200 dollars l'once** P 4

PORT DE DJEN DJEN

**Signature d'une convention
avec la plateforme
numérique APCS** P 5

BANQUE

La BDL prévoit un
chiffre d'affaires de
plus de 110 milliards
de DA en 2026

La Banque de développement local (BDL) prévoit, pour l'année en cours, un chiffre d'affaires de plus de 110 milliards de dinars, soit une augmentation de 10 à 15 % par rapport à l'exercice 2025, a déclaré, mardi à Annaba, le directeur général de cette institution financière publique, Mohamed Mebarek.

Dans une déclaration à l'APS, en marge de l'inauguration, aux côtés du wali, Abdelkrim Lamouri, du nouveau siège de la direction régionale d'exploitation, au centre d'Annaba, le même responsable a souligné que ces "prévisions reposent sur un plan ambitieux axé sur la diversification de l'offre bancaire et l'intensification des financements destinés à la consommation et au logement". Il a ajouté que le "renforcement du réseau structurel dans un pôle économique tel qu'Annaba contribuera directement à la modernisation des services et à l'amélioration des conditions d'accueil, reflétant ainsi l'engagement de la BDL à investir dans l'élément humain et à créer une dynamique de développement local en adéquation avec les objectifs financiers fixés par la banque".

S'agissant des services financiers, M. Mebarek a évoqué le "succès remarquable" du nouveau crédit destiné aux souscripteurs du programme de logements location-vente (AADL 3), leur permettant de financer leur apport personnel, avant de souligner que les agences de la banque enregistrent, depuis le lancement de ce produit, dimanche dernier, un important afflux de plus de 20 dossiers par jour, ce qui dépasse, a-t-il affirmé, les attentes et consolide le rôle de la banque en tant qu'institution financière citoyenne, accompagnant les citoyens dans l'obtention de leurs logements.

Le DG de la BDL a également donné des éclaircissements au sujet de la finance islamique, soulignant, à cet égard, que "l'expansion continue dans ce domaine inclut la fourniture d'une gamme variée de financements pour l'acquisition de véhicules, lorsqu'ils sont disponibles, ainsi que d'équipements, en plus de produits d'épargne visant à attirer la masse monétaire et à l'intégrer dans les canaux officiels". Le même responsable a ajouté, à ce propos, que le réseau de la Banque de développement local "se tient prêt, sur tout le territoire national, à répondre aux besoins des clients".

ACCÉLÉRATION DE LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

Un impératif stratégique
pour l'Algérie

L'ancien ministre de l'Énergie et ex-PDG de Sonatrach, Abdelmadjid Attar, a livré une analyse approfondie de la situation énergétique nationale, appelant à l'accélération de la transition énergétique et à la mise en place d'un nouveau modèle de consommation énergétique.

Par Zahir Radji

S'exprimant, hier à Alger, à l'ouverture du deuxième colloque national consacré à la responsabilité sociétale des entreprises (RSE), Attar a affirmé que la consommation totale d'énergie en Algérie, en se basant sur les données du bilan énergétique national 2024, a atteint 74,9 millions de tonnes équivalent pétrole (Mtep), enregistrant une hausse de 3,8 % par rapport à 2023, alors que la production nationale est restée quasi stable à 169,5 Mtep. Cette dynamique a créé une tension croissante entre les besoins du marché intérieur et les volumes destinés à l'exportation, pilier essentiel des recettes nationales. Ainsi, la structure de la consommation énergétique révèle, poursuit-il, une dépendance marquée au gaz naturel et à l'électricité, qui représentent ensemble près de 70 % du mix énergétique national. En 2024, le gaz naturel a compté pour 37 à 41 % de la consommation finale d'énergie, tandis que l'électricité en a représenté 31 à 32 %, avec une progression annuelle notable de +6,4 % pour l'électricité et +3,5 % pour le gaz.

Le secteur résidentiel et tertiaire concentre à lui seul 47 % de la consommation finale, principalement en gaz et en électricité, avec des taux de dépendance compris entre 70 et 80 %, selon les secteurs. Cette tendance s'explique par la croissance démographique, l'urbanisation accélérée et la généralisation des usages électriques et thermiques. Abdelmadjid Attar a souligné, dans sa présentation placée sous le thème : « La souveraineté énergétique au cœur de toutes les stratégies », que 99 % de la production nationale d'électricité repose encore sur le gaz naturel, faisant de cette ressource la véritable colonne vertébrale du système énergétique algérien. Or, les projections à l'horizon 2035 sont préoccupantes : la demande nationale d'électricité pourrait atteindre entre 126 et 202 TWh, tandis que la demande en gaz naturel varierait entre 64 et 85 milliards de mètres cubes, selon les scénarios de croissance économique. Dans ce contexte, l'ancien ministre a insisté sur la nécessité d'accélérer la transition énergétique, notamment par le développement massif des énergies renouvelables, dont la part demeure marginale, autour de 1 %, mal-

gré les programmes engagés. Le programme national de 15 000 MW d'énergies renouvelables pourrait permettre de produire entre 22 et 31 TWh, contribuant à économiser des volumes significatifs de gaz destinés à l'exportation. Une production qui reste toutefois minime par rapport à l'augmentation de la demande sur le marché local. Dès lors, il est important de multiplier les programmes EnR afin de réduire la prédominance du gaz dans le mix énergétique.

Pour Abdelmadjid Attar, la transition énergétique ne constitue pas seulement un impératif environnemental, mais un enjeu stratégique de souveraineté énergétique et économique. Elle passe par une maîtrise plus rigoureuse de la demande, une réforme progressive de la tarification de l'énergie et une valorisation locale accrue des ressources fossiles, afin de préparer l'Algérie à l'après-pétrole. Face à l'augmentation rapide de la consommation d'électricité et de gaz, retarder ce virage reviendrait, selon lui, à fragiliser durablement l'équilibre économique du pays et sa capacité à préserver son autonomie énergétique à moyen et long termes.

BEA

Signature de deux conventions pour garantir
les crédits d'exploitation aux PME

La Banque extérieure d'Algérie (BEA) et le Fonds de garantie des crédits aux PME (FGAR), ont signé, mardi à Alger, deux (2) conventions visant à garantir des crédits d'exploitation classiques et

islamiques au profit de ces entreprises, a indiqué un communiqué de la banque publique. La cérémonie de signature qui s'est déroulée au siège de la direction générale de la banque, a été présidée par le Direc-

teur général par intérim de la BEA, M. Mounir Belala et le Directeur général du FGAR, El-Hadi Temmam. A travers ces deux conventions, qui visent à renforcer la coopération, faciliter l'accès au financement ban-

caire et soutenir la croissance des PME, la BEA souligne son engagement à soutenir les PME et à appuyer leurs capacités de financement, ajoute la même source.

APS

ELECTRICITÉ ET GAZ

L'Algérie parmi peu de pays africains à assurer
une couverture proche de 100%

L'Algérie figure parmi peu de pays africains ayant atteint un taux d'accès à l'électricité et au gaz proche de 100%, grâce à des politiques publiques "fortes" et à des infrastructures énergétiques solides, a indiqué la Commission africaine de l'énergie (AFREC) dans un rapport. "L'Algérie a maintenu un taux de couverture de 100 % d'accès à l'énergie, malgré la croissance démographique, principalement grâce à ses infrastructures énergétiques bien établies et aux subventions publiques soutenues. La chaîne d'approvisionnement en énergie bien développée et l'engagement du gouvernement algérien ont permis aux nouveaux ménages de s'intégrer sans heurts dans les systèmes énergétiques modernes", a souligné l'agence de l'Union africaine (UA) dans ce document consacré à la réalisation de l'objectif de développement durable n 7 (ODD). Le rapport a mis en exergue les réalisations notables de l'Algérie en matière d'accès à l'électricité et au

gaz naturel, considérés comme éléments essentiels et des leviers clés du développement durable, de la croissance économique et de l'amélioration de la qualité de vie. A l'échelle de l'Afrique du Nord, l'Algérie se distingue par rapport aux pays voisins en affichant un taux d'accès à l'électricité pratiquement de 100% et de plus de 90% des besoins des ménages en matière de cuisson propre, grâce à "des programmes de subventions bien structurés et à un réseau de distribution performant", a fait savoir l'AFREC. Concernant les énergies renouvelables, l'AFREC salue les avancées réalisées par l'Algérie, tout en soulignant les défis liés à l'augmentation de la part des renouvelables et à la réduction de la dépendance aux combustibles fossiles. A l'échelle continentale, par ailleurs, le taux d'électrification de l'Afrique a atteint 61%, laissant toutefois près de 563 millions de personnes, principalement dans les zones rurales et périurbaines, toujours privées d'élec-

tricité, notamment en Afrique de l'Est, de l'Ouest et en Afrique centrale, où seuls 28 % de la population ont accès à l'électricité, note le rapport. L'accès à des solutions de cuisson propres demeure également un défi majeur pour les pays africains, avec seulement 35% de la population bénéficiant de telles technologies, alors que plus de 940 millions de personnes dépendent de combustibles polluants. L'AFREC a souligné aussi la difficulté d'accès au financement, qui reste "un obstacle majeur" à la réalisation de l'objectif d'une énergie moderne et durable pour tous en Afrique, estimant à 50 milliards de dollars les investissements annuels nécessaires pour atteindre l'accès universel à l'électricité d'ici 2030 et à environ 4 milliards de dollars par an pour les modes de cuisson propres. Elle a appelé dans ce sillage à une mobilisation accrue des investissements, notamment à travers des partenariats public-privé solides, afin de combler le déficit de financement.

Quotidien économique

Les Enjeux
Eco

Édité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication

Radji Zahir

Siège social

Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

CROISSANCE, ENVIRONNEMENT ET RÉFORMES

Les enjeux du développement durable en Algérie

L'Algérie cherche à conjuguer croissance économique et protection de l'environnement pour la diversification de son économie et de réduire sa dépendance à la manne pétrolière. Entre transition énergétique, lutte contre la désertification et promotion de l'économie verte, le pays engage progressivement des réformes pour inscrire le développement durable au cœur de ses politiques publiques, tout en devant relever des défis structurels et institutionnels majeurs.

Par Selma Rachid

Pendant longtemps, la pensée économique a relégué la nature au rang de simple support de la croissance, privilégiant presque uniquement les flux monétaires et la production. Cette approche a montré ses limites face à la raréfaction des ressources et à la dégradation des écosystèmes, imposant l'intégration de l'environnement dans l'analyse économique. Ainsi est née l'économie du développement durable, qui repense la croissance non comme un frein, mais comme une exigence de soutenabilité. En Algérie, cette dynamique progresse, mais elle reste conditionnée à une forte volonté politique et à des réformes institutionnelles. Lors de son intervention au 2e Colloque national sur la responsabilité des entreprises en Algérie (RSE), le Pr Mohamed Cherif Belmihoub, économiste et ancien ministre, a dressé un constat sans concession : le modèle économique traditionnel, fondé sur l'exploitation illimitée de ressources perçues comme gratuites, est devenu obsolète. Pour lui, l'Algérie doit opérer une mue profonde pour intégrer la rareté dans son champ de vision. « La nature n'est plus un facteur passif de la croissance. Elle est devenue une contrainte centrale, parfois irréversible, que l'économie ne peut plus ignorer sans se mettre elle-même en danger », a-t-il souligné. Cette intégration du développe-

ment durable dans les politiques économiques et publiques reste progressive et inégale. Le pays fait face à des défis structurels importants, à commencer par sa dépendance aux hydrocarbures. Des programmes ont toutefois été lancés, notamment pour lutter contre la désertification avec le Barrage Vert, protéger les ressources en eau face au stress hydrique, gérer les déchets et soutenir l'économie verte et circulaire, encore à un stade émergent. Sur le plan énergétique, la transition vers les énergies renouvelables et l'amélioration de l'efficacité énergétique constituent des axes stratégiques, accompagnés d'un programme national visant la diversification du mix énergétique. Néanmoins, le rythme de mise en œuvre reste lent. « La politique de subvention massive de l'énergie ne favorise ni la sobriété énergétique ni la réduction des émissions. Elle retarde, au contraire, les ajustements nécessaires », a observé le Pr Belmihoub, pointant également la forte consommation des secteurs du ciment et de l'acier. L'Algérie s'est par ailleurs engagée, dans le cadre de l'Accord de Paris et de l'Agenda 2030, à réduire ses émissions de gaz à effet de serre entre 7 et 22 %, en ciblant les secteurs de l'énergie, des transports, de l'industrie, de l'agriculture et des forêts. Le Plan national climat, proposé dès 2013, identifie plusieurs dizaines d'actions d'atténuation et d'adaptation. Cependant, la coordination intersectorielle, les méca-

nismes de suivi et la mobilisation citoyenne demeurent insuffisants. À ces défis s'ajoutent de nouveaux facteurs, comme l'essor de l'intelligence artificielle, dont la consommation énergétique croissante pose de nouvelles questions environnementales à l'échelle mondiale. Pour l'intervenant, « le progrès technologique, s'il n'est pas encadré, peut devenir un accélérateur des dérèglements climatiques plutôt qu'un levier de solutions ». Sur le plan institutionnel, le cadre juridique algérien reconnaît désormais le droit à un environnement sain, inscrit dans la Constitution révisée de 2020, et s'appuie sur plusieurs lois relatives à la protection de l'environnement, à la gestion des déchets, à l'aménagement du territoire et à la préservation des ressources naturelles. Néanmoins, l'efficacité de ces dispositifs dépend largement de leur application concrète et de la cohérence des politiques publiques. Le développement durable, formalisé par le rapport Brundtland en 1987, vise à répondre aux besoins du présent sans compromettre ceux des générations futures, en articulant croissance économique, justice sociale et protection de l'environnement. L'enjeu central consiste à concilier développement et préservation des ressources naturelles, en intégrant aux décisions économiques les coûts environnementaux longtemps ignorés. « Le développement durable n'est pas un luxe pour pays riches, mais une condi-

tion de survie économique et sociale, notamment pour les pays fortement exposés aux chocs climatiques », a souligné Pr Belmihoub. Cette approche, qualifiée d'économie du développement durable, met l'accent sur la transition énergétique, la justice climatique et la gouvernance des enjeux environnementaux, redonnant à l'État un rôle central à travers les politiques publiques et la coopération internationale. « Pendant longtemps, la nature a été traitée comme un bien gratuit et abandonné, alors même qu'elle constitue le socle de toute activité productive », a-t-il rappelé, soulignant la nécessité de repenser le modèle économique pour assurer un développement soutenable et inclusif.

Ainsi, le développement durable s'impose comme une nouvelle manière de penser la croissance et non comme un frein à l'activité économique. En Algérie, son intégration progresse, mais elle reste conditionnée à une volonté politique forte, à des réformes institutionnelles profondes et à l'implication effective de l'ensemble des acteurs. « Sans règles, sans droit international et sans coopération, le climat, qui est un bien commun de l'humanité, sera livré à la logique du chacun pour soi », a averti le Pr Mohamed Cherif Belmihoub, rappelant que la durabilité n'est pas seulement un choix économique, mais un impératif collectif et intergénérationnel.

S. R.

GOUVERNANCE, CLIMAT ET ÉCONOMIE

Le deuxième colloque national sur la RSE s'ouvre à Alger

Par Zahir Radji

Le deuxième colloque national consacré à la responsabilité sociétale des entreprises (RSE) s'est ouvert à Alger, confirmant la volonté des acteurs économiques, institutionnels et académiques d'ancrer durablement les principes du développement durable et de la gouvernance responsable dans le tissu économique algérien. Organisée par le cabinet TERENCE, avec le soutien de partenaires nationaux et internationaux, cette rencontre se veut un espace de réflexion stratégique autour des mutations économiques, environnementales et sociales auxquelles l'Algérie est confrontée, dans un contexte marqué par de profondes transformations régionales et mondiales. Dans son allocution d'ouverture, Yassine Foudad, directeur du cabinet TERENCE, a souligné l'ambition des organisateurs de faire de ce colloque un rendez-vous annuel. Il a rappelé que la RSE n'est plus une option mais un levier central de management, de gouvernance et de performance globale, impactant directement les choix stratégiques des entreprises et des organisations. Selon lui, la convergence entre RSE et démarches qualité constitue un socle essentiel pour inscrire les actions économiques dans une logique d'amélioration continue et de création de valeur durable. Le colloque se distingue par la richesse de son programme, structuré autour de plu-

sieurs panels thématiques portant notamment sur la sécurité alimentaire, énergétique, hydrique et numérique, ainsi que sur les enjeux climatiques et territoriaux. Il réunit des représentants d'entreprises publiques et privées, des universitaires, des experts, des acteurs du monde associatif et des organisations non marchandes, traduisant une approche inclusive de la responsabilité sociétale. Parmi les interventions marquantes de cette première journée, celle du Dr Mohamed Bacha, ancien ministre de l'Industrie, a mis en lumière le moment charnière que traverse l'économie algérienne. Il a estimé que le pays se trouve à un point de bascule historique, plus de soixante ans après l'indépendance, appelant à accélérer le décollage économique à travers une vision stratégique claire. Pour lui, la RSE doit être intégrée comme un outil d'urgence stratégique permettant de corriger les vulnérabilités structurelles, notamment la faible diversification productive, la dépendance aux chocs extérieurs et l'insuffisante création d'emplois qualifiés. Le Dr Bacha a également insisté sur la nécessité de densifier le développement industriel et technologique, en misant sur des filières porteuses telles que l'agro-industrie, les mines, les énergies renouvelables et la substitution des importations. Il a plaidé pour la montée en gamme des entreprises, majoritairement composées de très petites structures, et pour la promo-

tion de champions nationaux capables de s'imposer à l'international, condition essentielle, selon lui, pour réduire la dépendance aux agendas des grandes multinationales. Sur le plan institutionnel, l'ancien ministre a pointé la fragmentation sectorielle, la complexité de la gouvernance et le manque de coordination entre acteurs publics et privés. Il a appelé à un alignement stratégique fort, intégrant les dimensions écologiques et sociales, afin d'assurer la cohérence des politiques publiques et leur acceptabilité sociale. De son côté, le Pr Samir Grimes, expert en environnement et climat, a axé son intervention sur les enjeux climatiques et le potentiel de l'économie bleue en Algérie. Il a rappelé les implications des réglementations internationales, notamment en matière de réduction de l'empreinte carbone du transport maritime et des activités industrielles. Il a mis en évidence le potentiel considérable des énergies renouvelables marines le long du littoral algérien, estimé à plusieurs gigawatts, ainsi que les opportunités liées au dessalement de l'eau de mer, au tourisme littoral, à la construction et à la réparation navales. Le Pr Grimes a également alerté sur la vulnérabilité croissante des zones côtières face au changement climatique. La Méditerranée, a-t-il souligné, se réchauffe plus rapidement que la moyenne mondiale, exposant les infrastructures, les villes cô-

tières et les écosystèmes marins à des risques accrus. Il a rappelé que l'Algérie figure parmi les zones classées comme hotspots climatiques, ce qui impose d'anticiper et de développer des solutions de résilience territoriale et d'aménagement durable du littoral. L'expert a enfin évoqué les engagements climatiques de l'Algérie dans le cadre de l'Accord de Paris, ainsi que l'émergence de nouvelles initiatives internationales intégrant les océans et les mers dans les stratégies climatiques nationales. Autant d'éléments qui, selon lui, renforcent la nécessité d'intégrer pleinement la RSE et la durabilité environnementale dans les politiques économiques et industrielles. Pour sa part, Mme Chahanez Boumediene, Trusted Adviser Manager, a présenté une communication sur le thème : « L'économie circulaire au service de la RSE », en soulignant l'importance de produire mieux en utilisant moins de ressources. Elle a ainsi précisé que l'économie circulaire constitue un levier d'innovation et de création de valeur. À travers ce deuxième colloque, dont les travaux se poursuivront aujourd'hui, les organisateurs entendent contribuer à l'émergence d'une vision partagée de la responsabilité sociétale en Algérie, en faisant de la RSE un véritable levier de transformation économique, sociale et environnementale, au service d'un développement durable et inclusif.

GROUPE SAIDAL
Mourad Belkhelfa
nommé au poste de DG
par intérim

Le professeur Mourad Belkhelfa a été installé, mercredi à Alger, en qualité de directeur général par intérim du Groupe Saidal, en remplacement de Mme Nabila Benygzer, a indiqué un communiqué du ministère de l'Industrie pharmaceutique. M. Belkhelfa est titulaire de plusieurs diplômes supérieurs dans le domaine des sciences biologiques et de la biotechnologie, ainsi que d'un magistère en biotechnologie, précise le communiqué. Il a également occupé le poste de conseiller scientifique et de chef de projets scientifiques au sein du Groupe Saidal, outre plusieurs hautes fonctions dans les domaines de l'enseignement, de la recherche scientifique et du développement industriel, ajoute le communiqué.

APN
Séance plénière jeudi
consacrée aux questions
orales

L'Assemblée populaire nationale (APN) reprend ses travaux, jeudi, en séance plénière consacrée aux questions orales adressées à des membres du Gouvernement, indique mercredi, un communiqué de l'APN. Les questions orales concernent les secteurs du Commerce extérieur et de la promotion des exportations, du Commerce intérieur et de la régulation du marché national, de l'Economie de la connaissance, des start-up et des micro-entreprises, de l'Hydraulique et du Tourisme et de l'artisanat, précise la même source.

MÉTaux PRÉCIEUX

L’or dépasse le cap
de 5.200 dollars l’once

L'or a dépassé, mercredi, pour la première fois le cap des 5.200 dollars l'once, profitant de la baisse du dollar. En début des séances matinales, le métal précieux, prenait 2,13% à 5.290,46 dollars, confirmant davantage son rôle comme valeur refuge ultime pour les investisseurs. Après son net recul la veille, le billet vert reprenait des couleurs mercredi, en hausse de 0,40% à 1,1994 dollar pour un euro. Le dollar recule depuis plusieurs mois, plombés par la perte de confiance des investis-

seurs dans son rôle de valeur refuge, sur fond de tensions commerciales, géopolitiques et monétaires. Mardi, l'euro a même passé brièvement le seuil symbolique des 1,20 dollar, une première depuis plus de quatre ans. L'attention des investisseurs se tourne désormais vers la décision de la Fed et la conférence de presse de son président Jerome Powell, prévue ce soir. Les investisseurs s'attendent à un maintien des taux d'intérêt à leur niveau actuel, entre 3,50% et 3,75%.

Dernière composition de DZAIRINDEX										
Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	par	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	331,00	345,00	+4,23	4,41	-16,65	6,09	10,14	2626	871 126,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 400,00	1400,00	0,00	-0,30	-0,82	9,00	5,56	1020	1 428 000,00
BIOPHARM	BIO	2 501,00	NC	0,00	0,00	2,25	6,65	6,40	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 297,00	2297,00	0,00	-0,09	1,35	10,96	5,44	9006	20 686 782,00
EGH El Aurassi	AUR	360,00	NC	0,00	0,00	-7,98	4,55	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	420,00	NC	0,00	0,00	4,27	3,97	5,00	0	0,00

COMMUNICATION

Le ministre réunit les responsables
des médias électroniques agréés

Le ministre de la Communication, Zohair Bouamama, a présidé, mardi au siège du ministère, une réunion de travail avec des responsables de sites d'information électroniques agréés, dans le cadre du dialogue avec les acteurs du secteur et de l'écoute de leurs préoccupations professionnelles, a indiqué un communiqué du ministère. Cette réunion s'inscrit dans le cadre de la série de rencontres menées par le ministre avec les responsables des médias nationaux, tous supports confondus, pour ouvrir des canaux de dialogue avec les acteurs du secteur, écouter leurs préoccupations professionnelles et échanger avec eux sur plusieurs dossiers pertinents, précise-t-on de même source. A cette occasion, M. Bouamama a exprimé "sa considération et sa fierté pour le travail considérable accompli par les sites d'information électroniques dans la défense du pays et la mise en avant des efforts déployés par les institutions de l'Etat pour appuyer le

développement dans divers domaines", les invitant à "accompagner les grands projets en cours de réalisation en vue de conforter la place de l'Algérie aux plans régional et international et d'ouvrir des perspectives plus larges pour son économie". De leur côté, les participants ont salué "l'accompagnement par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, de la presse électronique en Algérie, à travers la promulgation de lois permettant son organisation et la mise à disposition d'un soutien financier garantissant sa pérennité". Cette rencontre a été une occasion pour "mettre en avant les rôles majeurs que jouent les médias nationaux dans la bataille de la conscience que mène l'Algérie depuis

une position de force, armée de la conscience de son peuple, qui soutient les institutions face aux campagnes orchestrées de l'extérieur dans une tentative veine d'influer sur le front intérieur", souligne le communiqué. Au terme de la rencontre, le ministre a insisté sur "la responsabilité qui incombe aux médias électroniques dans l'édification d'un système médiatique solide et cohérent, permettant aux Algériens d'accéder à une information fiable en temps opportun et agissant efficacement pour contrer les discours de désinformation et les infox", conclut la même source.

APS

TRANSPORT AÉRIEN

Inauguration prochaine d’une nouvelle
desserte Timimoun-Constantine

Une nouvelle liaison aérienne sera inaugurée prochainement entre les wilayas de Timimoun et de Constantine par la compagnie Domestic Airlines, a-t-on appris mercredi de la direction des transports de la wilaya de Timimoun. Cette démarche vient répondre aux attentes des passagers, faciliter leurs mouvements entre Timimoun et l'Est du pays, et donner un nouveau souffle à la dynamique de développement socio-économique de la région, a souligné le directeur des transports de Timimoun, Aïssa Belloula. Cette desserte, à lancer le six février pro-

chain depuis Alger, via Constantine pour atteindre Timimoun, aller-retour, sera étoffée d'autres liaisons aériennes intérieures à desservir, à partir du mois de mars prochain, Timimoun et d'autres destinations du pays. Des citoyens et acteurs de la société ont salué ces efforts de connectivité aérienne de la région qui devrait indubitablement alléger la pression sur la ligne Timimoun-Alger, faciliter les déplacements des passagers, obligés auparavant, pour atteindre l'Est du pays, de faire escale à Alger.

Agence

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 27 جاتفي 2026
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 27 Janvier 2026

Produits		Prix du détail ¹ DA / Kg			أسعار التجزئة ² دج / كلف	
		معدل	أعلى	أدنى	المنتجات	
		Moyenne	Maximum	Minimum		
Légumes frais	Pomme de terre	68	76	60	البطاطا	خضر طازجة
	Tomate	93	109	76	الطماطم	
	Oignon sec	70	78	63	البصل الجاف	
	Ail sec	791	864	717	الثوم الجاف	
	Carotte	96	107	84	الجزر	
	Navet	102	115	90	اللفت	
	Choux fleur	82	93	71	قرنبيط	
	Choux	85	97	74	الكرب	
	Courgette	126	142	111	الكوسة	
	Haricot vert	340	367	314	الفاصولياء الخضراء	
Fruits frais	Laitue	144	158	131	الخس	فواكه طازجة
	Clémentine	190	232	148	كليمونتين	
	Mandarine	169	203	136	المندرين	
	Orange	151	187	114	البرتقال	
	Citron	149	173	124	الليمون	
	Pomme locale	389	472	307	التفاح المحلي	
	Datte	509	644	375	التمر	
Produits d’origine animale	Banane	491	514	464	الموز	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Viande bovine locale	1926	2072	1779	لحم البقر المحلي	
	Poulet de chair	336	349	323	الدجاج	
	Œufs (Unité)	21	22	19	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	95	101	88	حليب البقر (لتر)	

PRODUCTION LOCALE DE SEMENCES ET DE PLANTS

Une stratégie nationale en cours de mise en œuvre

L’Algérie franchit une nouvelle étape dans la consolidation de sa sécurité alimentaire. Le ministère de l’Agriculture, du Développement rural et de la Pêche s’emploie actuellement à la mise en œuvre d’une stratégie nationale ambitieuse visant à développer la production locale de semences et de plants, un levier essentiel pour réduire la dépendance du pays aux importations et renforcer la souveraineté agricole nationale.

Par Réda Hadi

Cette orientation stratégique a été au cœur des travaux de la première réunion du Conseil scientifique national de la sécurité alimentaire, présidée mardi à Alger par le ministre du secteur, Yacine El-Mahdi Oualid, au siège de la Chambre nationale d'agriculture. À cette occasion, le ministre a souligné que cette stratégie repose principalement sur la valorisation des résultats de la recherche scientifique nationale, menée par les universités, les centres de recherche et les instituts spécialisés. Selon M. Oualid, les services du ministère s’attellent désormais à la concrétisation de projets opérationnels dans le domaine de la production de semences hybrides, notamment pour les grandes cultures et les légumes. L’objectif est double : réduire la dépendance quasi totale aux semences importées et transformer les acquis scientifiques locaux en projets économiques concrets, capables de répondre aux besoins du marché national. Dans ce cadre, le ministre a cité le projet pilote confié à l’Université de Tiaret, chargée du développement de semences hybrides de maïs et de plusieurs espèces maraîchères, ainsi que les travaux de recherche menés par le Centre de recherche en biotechnologie de Constantine, reconnu pour son expertise dans l’amélioration génétique des cultures. Ces initiatives constituent, selon lui, une base solide pour l’émergence d’une filière nationale des semences, appelée à jouer un rôle structurant dans l’agriculture algérienne. Parallèlement, la stratégie sectorielle prévoit un renforcement significatif de la production locale de plants, en cohérence avec le plan d’élargissement des cultures arboricoles. Le ministre a notamment évoqué l’introduction et le développement de nouvelles cultures à

forte valeur ajoutée, telles que l’arganier, dont les études techniques et agronomiques sont déjà avancées. Ces cultures, une fois généralisées, pourraient contribuer à réduire la facture d’importation tout en diversifiant les productions agricoles nationales. Dans le même esprit, le Centre de recherche en biotechnologie œuvre actuellement à la production de plants de bananier à haut rendement, ouvrant la voie à une relance maîtrisée de cette culture sur le territoire national. Une telle démarche permettrait à terme de limiter les importations de bananes et de renforcer la production locale dans un cadre scientifique et durable. La stratégie de sécurité alimentaire ne se limite pas aux productions végétales. Abordant la production animale, M. Oualid a insisté sur la nécessité de recourir à des méthodes scientifiques modernes afin de réduire les coûts de production, en particulier à travers une meilleure maîtrise de la chaîne de valeur. L’alimentation du bétail constitue, selon lui, un maillon stratégique nécessitant une attention particulière. À ce titre, le ministre a plaidé pour l’adoption de formules sanitaires et nutritionnelles intégrant des matières premières agricoles produites localement, ce qui permettrait d’augmenter la productivité tout en diminuant la dépendance aux intrants importés. Cette approche s’inscrit dans une vision globale visant à améliorer la rentabilité des exploitations et à stabiliser les prix des produits d’origine animale. Concernant les viandes blanches, le ministre a mis en avant la nécessité de réduire la dépendance aux génétiques importées, en encourageant la production locale de poules reproductrices. Il a rappelé que l’Algérie dispose déjà de plusieurs complexes intégrés de production, capables de soutenir le développement d’une filière avicole nationale plus autonome et plus rési-

liente. M. Oualid a également souligné l’importance de la mécanisation agricole et de l’intégration des technologies modernes pour améliorer le rendement des terres et optimiser l’utilisation des ressources. Il a assuré que les services du ministère sont désormais prêts à accompagner les agriculteurs désireux d’investir dans les équipements modernes, dans le cadre d’une politique de soutien plus ciblée et plus efficace. Sur le plan institutionnel, le ministre a annoncé la révision prochaine de la loi d’orientation agricole, conformément aux instructions du président de la République, Abdelmadjid Tebboune. Cette réforme vise à libérer l’initiative, à instaurer un climat de confiance pour les investisseurs et à recentrer le rôle de l’administration sur l’accompagnement et la facilitation, plutôt que sur la gestion directe. Enfin, le ministre a insisté sur le rôle central du Conseil scientifique national pour la sécurité alimentaire, estimant que l’atteinte des objectifs fixés passe nécessairement par une rupture avec l’approche purement administrative, au profit d’une gouvernance fondée sur la science et l’expertise. À ce propos, il a annoncé la publication prochaine des recommandations issues de la Conférence nationale pour la réforme du secteur agricole, qui serviront de base aux travaux du Conseil. De son côté, le président du Conseil scientifique, Ammar Azioune, a souligné que cette instance, composée de 33 experts algériens issus du pays et de la diaspora, représente un socle technique essentiel pour accompagner la stratégie nationale face aux défis géopolitiques et climatiques actuels. Installé en octobre dernier, le Conseil a pour mission d’appuyer la modernisation du secteur agricole et de proposer des solutions concrètes pour renforcer durablement les capacités de production nationale.

ENTMV

Report des traversées programmées pour le week-end

L’Entreprise nationale de transport maritime de voyageurs (ENTMV) a annoncé, mercredi dans un communiqué, le report des traversées programmées pour ce week-end, en raison des mauvaises conditions

météorologiques. Ainsi, la traversée Skikda-Marseille programmée initialement pour le jeudi 29 janvier a été reportée au vendredi 30 janvier 2026, indique le communiqué, soulignant que l’opération d’enregistrement pour cette tra-

versée s’effectuera de 08h00 à 13h00. La traversée Marseille-Oran prévue initialement pour le samedi 31 janvier a été reportée au dimanche 01 février 2026, a ajouté la même source, précisant que l’opération d’enregistrement

s’effectuera de 06h00 à 10h00. A cet effet, l’entreprise a invité les voyageurs concernés à prendre leurs dispositions et à se rendre au port d’embarquement dans les délais fixés pour finaliser les procédures de voyage.

SALON DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE À BOUMERDES

Signature de 8 conventions de partenariat

Par R. E.

La 20e édition du Salon de la formation professionnelle s’est achevée, hier à Boumerdes, par la signature de huit (8) conventions de partenariat et de coopération entre le secteur de la formation professionnelle et des opérateurs économiques et industriels. La cérémonie de signature, organisée dans le cadre de la clôture du Salon de la formation professionnelle tenu en prévision de la rentrée professionnelle de la session de février 2026, s’est déroulée sous la supervision des responsables du secteur de la formation et de l’enseignement professionnels, des opérateurs industriels et économiques, ainsi que des représentants des différentes instances concernées. Deux (2) conventions de partenariat ont été

signées entre le Centre de formation professionnelle et d’apprentissage (CFPA) d’Ouled Moussa, d’une part, l’entreprise privée "Askar Ihab" et l’entreprise des Solutions innovantes, d’autre part. Une autre convention a été conclue entre le CFPA de Keddara et l’entreprise de transport et de transformation du béton, tandis qu’un autre accord a été signé entre le CFPA de Baghlia et une entreprise privée multiservices d’Ouled Haddadj. Le CFPA de Dellys a signé deux (2) conventions de partenariat avec l’entreprise multiservices "Chérifi Mohamed " et l’entreprise "Saber", spécialisée dans l’installation sanitaire et du gaz. Ces accords visent, entre autres, la formation des formateurs au niveau des entreprises, la participation à l’élaboration et à l’actualisation des programmes, l’organisa-

tion de stages et de visites pratiques au profit des stagiaires, ainsi que l’adaptation des offres de formation aux évolutions technologiques, a indiqué la directrice du secteur, Saliha Menzou. Elle a, par ailleurs, relevé l’affluence notable du public, dont particulièrement des jeunes en quête de formations adaptées, avec une moyenne de 200 visiteurs/Jour, ainsi que l’organisation de visites au profit des élèves des cycles moyen et secondaire. D’une durée de trois (3) jours, cette manifestation d’information et de sensibilisation a enregistré la participation de près de 80 opérateurs et entreprises publiques et privées, de près de 40 établissements de formation, ainsi que d’agences et dispositifs de soutien à l’emploi, d’associations, de banques et de compagnies d’assurances.

PORT DE DJEN DJEN

Signature d’une convention avec la plateforme numérique APCS

L’entreprise portuaire de Djen Djen (Jijel) a conclu une convention de coopération avec la plateforme Algerian Port Community System (APCS) d’échange de données numériques pour utiliser et exploiter la plateforme et consolider la numérisation du port, a-t-on indiqué mercredi dans un communiqué de cette entreprise portuaire. Le communiqué a indiqué que "dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie du ministre de l’Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, M. Saïd Sayoud, relative à la modernisation de la gestion des structures portuaires, une importante convention a été signée mardi entre l’entreprise portuaire de Djen Djen et la plateforme APCS pour consolider la numérisation du port". Cette convention "concerne l’utilisation et l’exploitation de la plateforme APCS en tant que système numérique unifié qui met en relation les différents intervenants dans l’activité portuaire, notamment l’administration portuaire, les services des douanes, les opérateurs économiques, les agents maritimes et les organismes de contrôle en leur permettant d’échanger les données et documents d’une manière numérique sécurisée et instantanée". Selon le document, cette démarche vise à "simplifier les procédures administratives et réduire les délais de traitement des dossiers outre la consolidation de la transparence, le suivi des opérations portuaires en temps réel, l’amélioration de la coordination entre les différents acteurs de la chaîne logistique, l’augmentation de la rentabilité du port et l’amélioration de la qualité des services assurés". Cette convention s’inscrit également dans la stratégie globale d’amélioration des performances du port de Djen Djen, de renforcement de sa compétitivité et de consolidation de son rôle en tant que structure stratégique d’accompagnement de l’économie portuaire, a conclu le communiqué.

APS

AIR ALGÉRIE

Plusieurs vols domestiques annulés en raison des perturbations météorologiques

La compagnie aérienne nationale Air Algérie a indiqué, dans un communiqué, que plusieurs vols programmés ce mercredi sur le réseau domestique ont été annulés, en raison des perturbations météorologiques. Les vols annulés concernent AH 6117 (Tlemcen - Alger) AH 6030/AH 6031 (Alger-Tébessa - Alger), AH 6032/AH 6033 (Alger Tébessa - Alger),AH 6324 / AH 6325 (Alger - Constantine - Alger),AH 6178/AH 6179(Alger-Annaba - Alger), AH 6042/AH 6043(Alger Biskra - Alger) et AH 6036/AH 6037 (Alger Batna - Alger). Air Algérie compte diffuser régulièrement les informations relatives à son programme de vols, selon le communiqué.

JIJEL

140 millions DA pour la réalisation de projets de développement dans la commune d’Ouled Yahia Khedrouche

La commune d'Ouled Yahia Khedrouche (64 km au Sud-est de Jijel) a été définie au titre de l'exercice 2026 d'une enveloppe financière estimée à 140 millions DA pour la réalisation de plusieurs projets de développement dans le cadre du parachèvement du processus de développement de cette collectivité, at-on appris mardi auprès du président de son assemblée populaire communale. Dans une déclaration à l'APS, M. Hamza Djaakor a indiqué que cette enveloppe financière dégagée des divers fonds d'appui au développement des communes a été répartie aux diverses mechtas de la commune en fonction des priorités, notamment pour les deux secteurs des travaux publics et de l'hydraulique (eau potable et assainissement). Un montant de 47 millions DA a été ainsi affecté au parachèvement de la deuxième tranche du projet de réseau d'assainissement des mechtas Assoul et Chouili totalisant près de 1.500 habitants, a précisé le même élu. Les localités de Talfat et Innane du village Ouled Omar ont régité un projet de réalisation d'un réseau d'approvisionnement en eau potable (4ème tranche) depuis le barrage de Boussiaba pour une enveloppe financière de 20 millions DA. Dans le secteur des travaux publics, des projets mobilisant une enveloppe financière de 70 millions DA ont été inscrits pour la réalisation de certaines routes vitales au chef-lieu de commune et dans les deux villages d'Innane et Kantila Mazouz pour faciliter la mobilité des habitants. Les travaux de ces divers projets seront démarrés au cours du trimestre en cours au terme des procédures administratives requises, a assuré le même élu.

APS

BORDJ BOU ARRERIDJ

Plus de 6,4 milliards DA pour renforcer le développement de proximité en 2026

La wilaya de Bordj Bou Arreridj bénéficiera, au titre de l'exercice 2026, d'une enveloppe financière dépassant les 6,4 milliards de dinars destinée à parachever le processus de développement de proximité et à consolider les acquis enregistrés ces dernières années en matière d'amélioration du cadre de vie des citoyens. Cette décision, annoncée mardi par les services de la wilaya, s'inscrit dans la continuité des efforts des pouvoirs publics visant à répondre de manière concrète et durable aux attentes de la population locale.

Par Rédaction régionale

Cette dotation financière importante traduit la volonté des autorités locales de donner un nouvel élan aux projets de développement à caractère social et économique, en mettant l'accent sur les secteurs qui touchent directement le quotidien des citoyens. Selon la même source, plus de 390 opérations ont été inscrites dans ce cadre, couvrant des domaines essentiels tels que la réhabilitation et l'ouverture de routes, l'amélioration de l'alimentation en eau potable, le renforcement des services d'hygiène publique, ainsi que l'aménagement et la protection de l'environnement. Ces projets ont été identifiés sur la base des besoins exprimés à l'échelle locale. Ils ont notamment été proposés par les présidents des Assemblées populaires communales (P/APC), en coordination avec les représentants des différents services techniques, lors d'une récente réunion présidée par le wali de Bordj Bou Arreridj, M. Kamel Nouicer. À

cette occasion, plusieurs préoccupations soulevées par les membres de l'Assemblée populaire de wilaya (APW) lors de la dernière session ordinaire ont également été prises en considération, traduisant une approche participative dans l'élaboration des programmes de développement. Les autorités de la wilaya ont, par ailleurs, procédé à l'élaboration d'un calendrier précis de financement et d'exécution des projets retenus, tenant compte de leur impact direct sur l'amélioration des conditions de vie des habitants. Cette planification vise à garantir une mise en œuvre progressive et efficace des opérations, tout en assurant une utilisation optimale des ressources financières allouées. L'accent mis sur le développement de proximité répond à une vision stratégique des pouvoirs publics, qui considèrent ce levier comme un facteur clé pour réduire les disparités territoriales et renforcer l'équilibre entre les différentes communes de la wilaya. En ciblant prioritairement les zones nécessitant des interventions urgentes, les autorités

entendent rapprocher les services publics du citoyen et améliorer l'accès aux infrastructures de base. Au-delà de l'aspect infrastructurel, ces projets visent également à améliorer le cadre environnemental et sanitaire, contribuant ainsi à une meilleure qualité de vie et à un développement plus harmonieux. L'amélioration des réseaux routiers facilitera la mobilité et les échanges économiques, tandis que le renforcement des réseaux d'eau et des services d'hygiène publique aura un impact direct sur la santé et le bien-être des populations. À travers cette initiative, la wilaya de Bordj Bou Arreridj réaffirme sa détermination à faire du développement de proximité une priorité stratégique, dans le cadre d'une approche globale et durable. Une démarche qui ambitionne non seulement de répondre aux préoccupations immédiates des citoyens, mais aussi de jeter les bases d'un développement équilibré, capable d'accompagner la croissance démographique et économique de la région dans les années à venir.

TINDOUF

Inauguration de la gare ferroviaire de Gara Djebilet

Une délégation ministérielle a supervisé, mardi, la cérémonie d'inauguration de la gare ferroviaire du gisement de Gara Djebilet, dans la wilaya de Tindouf, dans le cadre de la concrétisation du projet minier intégré visant l'exploitation de l'un des plus grands gisements de minerai de fer au monde, ainsi que le renforcement des infrastructures de transport ferroviaire dans le Sud-ouest du pays. La cérémonie s'est déroulée en présence du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, M. Saïd Saïoud, du ministre des Travaux publics et des Infra-

structures de base, M. Abdelkader Djellaoui, et du secrétaire d'État auprès du ministre de l'Energie et des Mines, chargé des Mines, Mme Karima Bakir-Tafer, ainsi que des autorités locales et des responsables des entreprises nationales chargées de la réalisation du projet. A cette occasion, l'importance stratégique de cette gare a été soulignée, notamment pour assurer le transport du minerai de fer depuis le site d'exploitation vers les zones de transformation et d'exportation, en passant par Béchar puis Oran, contribuant ainsi à dynamiser l'activité économique et le développement de la région. La

gare ferroviaire de Gara Djebilet s'inscrit dans le cadre de la ligne minière ouest, qui s'étend jusqu'à la wilaya de Béchar sur une distance de 950 km, dépendant du gisement de Gara Djebilet au réseau ferroviaire national. Sa réalisation a pris en compte le respect des normes techniques modernes, permettant d'assurer des opérations de chargement et de transport efficaces et régulières, selon les explications fournies à la délégation ministérielle. Les intervenants ont affirmé que cette réalisation constitue un jalon essentiel dans le processus de valorisation des res-

sources minières nationales. Elle contribuera également à la création d'emplois directs et indirects, à la stimulation de l'investissement, ainsi qu'à la facilitation de la mobilité des habitants de la région. L'inauguration de cette gare reflète l'engagement des pouvoirs publics à concrétiser une vision de développement intégré pour les wilayas du Sud, fondée sur l'exploitation des richesses naturelles et le développement des infrastructures de base, renforçant ainsi la sécurité économique et soutenant la diversification des sources de revenus nationaux. Agence

MILA

Augmentation prévisionnelle des capacités de stockage de céréales à 2,6 millions quintaux 2026

Les capacités de stockage de céréales dans la wilaya de Mila augmenteront au cours de cette année 2026 pour atteindre 2,6 millions de quintaux, a-on appris mardi auprès du directeur de la Coopérative des céréales et légumes secs (CCLS), Liamine Hadj Ali. Dans les explications présentées au wali, Fayçal Amrouche lors de son inspection du projet d'un silo dans la commune de Tadjena-

net, le même responsable a indiqué qu'avec la mise en service de huit centres de proximité de stockage de céréales totalisant 400.000 quintaux et du silo de Tadjenanet qui dispose d'une capacité de 200.000 quintaux, les capacités de stockage de la wilaya de Mila s'accroîtront à 2,6 millions de quintaux. La réalisation de ces structures s'inscrit dans le cadre des efforts des pouvoirs publics visant à développer la fi-

lière céréalière, rapprocher les structures de stockage des producteurs et améliorer les conditions d'entreposage des récoltes, a ajouté la même source. Après avoir visité les chantiers du centres de stockage des céréales de la commune d'Ouled Khalouf et du silo de Tadjenanet, le wali a affirmé, de son côté, que les capacités de la wilaya sont appelées à augmenter davantage

après la réception du complexe de stockage de céréales en cours de réalisation dans la commune de Chelghoum Laïd avec une capacité d'un million de quintaux ainsi que du centre de proximité de stockage intermédiaire d'une capacité de 50.000 quintaux dont les travaux seront lancés "prochainement" dans la commune de Bouhatem.

APS

MOSTAGANEM

Le barrage de l’Oued Cheliff rempli à 100%

Le taux de remplissage du barrage de l'Oued Cheliff, dans la wilaya de Mostaganem, a atteint 100% à la suite des dernières poussées, a indiqué, mardi, la direction de cet ouvrage hydraulique. Ce barrage de l'Oued Cheliff a enregistré, ces derniers jours, une élévation notable du niveau des eaux, ce qui a conduit à son remplissage total. Le volume d'eau stocké dans cet ouvrage à la suite des pluies récentes est estimé à près de 30 millions de mètres cubes, correspondant à sa capacité totale. Suite à cette situation, l'administration du bar-

rage a entamé l'opération de déversement des eaux excédentaires, en les transférant vers le barrage réservoir de Kerrada, dont la capacité globale est estimée à 61 millions de mètres cubes. La même administration a également mobilisé quatre équipes travaillant en continu, 24 heures sur 24, pour évacuer les eaux excédentaires dépassant la capacité du barrage vers l'exutoire en direction de la mer Méditerranée, notamment en raison de la hausse continue et exceptionnelle du niveau des eaux arrivant par le lit de l'oued. Dans le même

contexte, les communes concernées ont pris une série de mesures préventives face à l'élévation du niveau des eaux de l'oued, notamment en alertant les citoyens résidant à proximité des berges, ainsi que les usagers des routes avoisinantes, en particulier dans les communes de Sidi Belattar, Benabdelmalek Ramdane et Mostaganem. De leur côté, les services de la daïra d'Aïn Tédelès ont enregistré une élévation relative du niveau des eaux au niveau du chemin de wilaya CW 42 dépendant des communes d'Aïn Tédelès et de Sidi Belattar, ce qui a

nécessité l'intervention des autorités compétentes pour éviter les automobilistes et les citoyens d'éviter l'emprunt de cet axe routier. A noter que le barrage de l'Oued Cheliff et le barrage réservoir de Kerrada assuraient auparavant l'alimentation en eau potable du couloir Mostaganem-Arzew-Oran, avant que ce système ne soit affecté par la faiblesse des exploitées conservées au cours des dernières années, ce qui a conduit à une exploitation limitée de cette ressource vitale pour l'approvisionnement des populations. Agence

Les États-Unis sont un empire affaibli et dangereux

1^{ère} partie

L'enlèvement du président vénézuélien Nicolás Maduro est un acte brutal d'agression trumpienne. Et pourtant, il illustre également la faiblesse des dirigeants américains, qui cherchent à verrouiller leur contrôle de l'hémisphère occidental.

Par Nathan Akehurst (*)

Au cœur d'une nuit d'hiver, les forces aéroportées américaines survolent les eaux des Caraïbes. Les jets font pleuvoir le feu sur les infrastructures clés, tandis que les hélicoptères d'attaque acheminent des groupes d'agents spéciaux vers des cibles au sol. Au milieu de ce spectacle de choc et d'effroi [doctrine militaire utilisant une très grande puissance de feu pour dominer le champ de bataille, NdT], un président est kidnappé et inculpé pour trafic de drogue. Il s'agit d'un test clé sur la manière dont une administration républicaine ambitieuse entend gérer une ère de changements sismiques.

C'était le 20 décembre 1989, l'opération en question était l'éviction de l'homme fort du Panama et ancien collaborateur de la CIA, Manuel Noriega. Mais il existe un parallèle évident avec l'enlèvement par Donald Trump du président vénézuélien Nicolás Maduro et de son épouse. Il illustre tout ce qui a changé, mais aussi ce qui n'a pas changé, au cours des trois décennies qui séparent ces deux actes d'agression. Le premier s'est produit alors qu'on était au début d'une nouvelle ère d'hyperpuissance américaine. La seconde est un symptôme du déclin chaotique et violent de celle-ci.

Deux enlèvements

La destitution de Noriega par George H. W. Bush a marqué le début d'une nouvelle ère post-Guerre froide au cours de laquelle les États-Unis ont façonné le monde. En l'espace de quelques années, les États-Unis ont déclenché une guerre dans le golfe Persique (tout comme Noriega, Saddam Hussein, le dirigeant irakien, allait rapidement apprendre que servir les intérêts américains ne garantissait pas une protection) et ont mené de nouvelles guerres sur trois continents. L'effondrement de l'Union soviétique a certainement amoindri la pertinence de l'anticommunisme comme justification d'une guerre permanente. Mais la guerre contre la drogue avait déjà été mise en place pour remplacer cette justification et mener des guerres sans fin, dévorant vies et ressources à l'échelle mondiale. Le recul de l'Union soviétique n'a guère apporté de paix à l'Amérique latine face au militarisme américain. C'est même l'inverse qui s'est produit, Washington ayant joué un rôle clé en alimentant la guerre civile colombienne.

La région a également constitué une étude unique sur la résurgence de la gauche au cours d'une période de domination néolibérale. Les barrios du Venezuela ont porté Hugo Chávez au pouvoir en 1998 et une nouvelle alliance di-



rigée par des indigènes a porté Evo Morales et le Mouvement vers le socialisme (MAS) au pouvoir en Bolivie en 2005, dans le cadre de ce que l'on appelle la marée rose du continent.

L'attaque de Trump contre le Venezuela ressemble tout bonnement à une véritable pièce de théâtre impérialiste.

Ce projet a connu un renouveau au début des années 2020, mais a connu de sévères revers : l'effondrement du MAS en Bolivie, la fragilité économique et politique au Venezuela, qui a provoqué l'une des plus grandes crises de déplacement au monde, et les victoires de partisans inconditionnels de Trump tels que José Antonio Kast au Chili, Nayib Bukele au Salvador et Javier Milei en Argentine. Le soutien des États-Unis n'est qu'une variable dans ces processus complexes, mais elle est une variable importante.

Dans ce contexte, l'attaque de Trump contre le Venezuela ressemble tout bonnement à une pièce de théâtre impérialiste assez simple. L'enlèvement d'un président, la fumée qui s'élève au dessus des ports, les navires bloqués sur place et l'absence de toute probabilité que le Venezuela puisse être en mesure de riposter, même si son gouvernement tient bon, sont autant d'éléments qui apportent du réconfort aux amis réactionnaires de Washington et instille de la crainte chez ses ennemis.

C'est une partie de ce qui se passe, mais ce n'est pas toute la réalité.

Faire front ensemble

Il y a deux ans, alors que j'effectuais des recherches sur la politique étrangère des États-Unis dans la région, j'ai eu une longue conversation avec un ancien fonctionnaire de l'immigration à Bogota, la capitale colombienne. Bien qu'il ne soit pas nécessairement un partisan enthousiaste de l'administration de gauche de Gustavo Petro, il anticipait une possible nouvelle ère d'indé-

pendance stratégique. Le gouvernement venait de refuser un vol qui devait expulser des Colombiens accusés d'être entrés illégalement aux États-Unis. Si Bogota coopérerait toujours avec les États-Unis pour empêcher les migrations à travers la faille mortelle de Darien, à la frontière avec le Panama, elle était cependant prête à faire preuve d'indépendance.

Lorsque Trump a pris le pouvoir, les limites de cette approche ont été testées. Cette nouvelle tentative de Petro de refuser les vols a été rapidement battue en brèche par des menaces de tarifs douaniers punitifs. Il semble qu'il ait surestimé son jeu, ce qui a sans doute influencé l'approche plus prudente de la présidente mexicaine Claudia Sheinbaum à l'égard de Washington. Cette controverse montre bien que le contrôle de l'immigration a remplacé des spectres comme le communisme, la drogue et le terrorisme comme justification au goût du jour pour les bellistes américains. Les récits lugubres des élites de la politique étrangère quant à un « narcoterrorisme » qui compterait le Hezbollah, les gangs de la drogue et l'État vénézuélien ont peut-être été à l'origine du renforcement militaire américain dans les Caraïbes ces derniers mois. Mais le fait que les faucons attribuent à Caracas la responsabilité des flux de migrants irréguliers a été essentiel pour vendre la guerre, tant au sein de l'administration Trump que vis à vis de l'opinion publique américaine. Le contrôle de l'immigration a remplacé des spectres tels que le communisme, la drogue et le terrorisme comme justification au goût du jour pour les bellistes américains.

Tout cela sonne bizarrement européen. L'affirmation qui voudrait que des acteurs hostiles se servent de l'immigration comme tactique de sape a joué un rôle central dans le développement d'un régime de violations militarisées des droits humains aux frontières orientales

de l'UE. Dans le même temps, l'impunité pour les actes meurtriers commis en mer – telles les frappes américaines à l'encontre de bateaux supposés s'adonner au trafic de drogue – trouve des échos dans le soutien européen aux milices qui attaquent les bateaux de migrants et les navires de sauvetage, ou les attaques contre les navires apportant de l'aide à la Palestine.

Plus concrètement, les États-Unis sont en train de négocier des accords en matière d'expulsion avec plusieurs pays où les États européens sont activement présents depuis longtemps, comme l'Ouganda, le Kosovo et la Libye. Mais ils vont désormais plus loin que l'Europe. Après avoir été contraints d'accepter le retour d'un Salvadorien expulsé illégalement au printemps dernier, les États-Unis se sont lancés dans une frénésie d'accords avec des dizaines de pays africains, forçant certains des pays les plus pauvres du monde à accepter les gens expulsés par l'ICE [Immigration and Customs Enforcement].

Tout cela n'a pas grand chose à voir avec les statistiques des migrations. Aucun de ces accords n'implique un nombre particulièrement élevé d'expulsions. Tout porte à croire que Trump a préféré ignorer les mises en garde signalant que l'intervention américaine au Venezuela est un facteur déterminant pour l'arrivée de réfugiés à la frontière méridionale.

Il ne s'agit pas non plus uniquement de donner l'impression d'être intraitable en matière de migration, bien que cela joue un rôle. La stratégie africaine de Trump s'est accompagnée d'une plus grande levée de boucliers dans la région, depuis les frappes aériennes du jour de Noël au Nigéria jusqu'à une campagne fictive contre le « génocide blanc » en Afrique du Sud. Il existe une forte corrélation entre les pays où des accords de déportation (et vraisemblablement des contrats lucratifs pour les entreprises carcérales américaines) existent, et ceux où les États-Unis ont des intérêts dans des minerais essentiels, alors que Washington dépasse Pékin dans les investissements en Afrique. Comme le montre la fixation de Trump sur le pétrole vénézuélien, le contrôle des ressources reste fondamental.

La focalisation totémique sur l'immigration reflète une évolution plus profonde de la pensée américaine. La vision de Washington comme garant de l'ordre mondial, si centrale dans les politiques libérales et conservatrices de la Guerre froide et de la guerre contre le terrorisme, ne suscite plus l'enthousiasme ni au niveau de l'opinion publique, ni même au niveau stratégique. Elle a été remplacée par une vision beaucoup plus locale et défensive. L'agression extérieure est toujours présentée comme une menace, mais elle est principalement vendue comme un moyen d'ériger des murs plus hauts autour d'un État fragile et menacé.

JORDANIE

**Augmentation
des flux
d'investissement
direct étranger de
27,7 % au cours
des trois premiers
trimestres de
l'année 2025**

La Banque centrale jordanienne a annoncé que les flux d'investissement direct étranger vers le royaume ont atteint environ 1,525 milliard de dollars au cours des trois premiers trimestres de l'année 2025, enregistrant une croissance de 27,7 % par rapport à la même période de l'année 2024, où ils s'élevaient à 1,194 milliard de dollars. Selon les données préliminaires de la balance des paiements, les pays arabes ont représenté 62 % du total de ces flux, les pays du Conseil de coopération du Golfe étant en tête avec 29,4 %, l'Arabie saoudite occupant la première place avec 18,8 %, suivie du Koweït (4,1 %) puis des Émirats (3,7 %). En ce qui concerne les autres pays arabes, l'Irak a dominé la liste avec 11,5 %. Concernant les investissements européens, ils ont représenté 13,6 % du total des flux d'investissement direct étranger, dont 9,4 % pour les pays de l'Union européenne et 2,9 % pour le Royaume-Uni, tandis que les États-Unis ont contribué à hauteur de 3,1 %, et la contribution des pays asiatiques non arabes a été de 2,3 %, avec l'Inde en tête avec 1,5 % et la Chine à 0,3 %. En ce qui concerne la répartition sectorielle, le secteur financier et des assurances a capté la plus grande part des investissements directs étrangers avec 34,4 %, suivi par le secteur des industries manufacturières (10,7 %), puis le transport, le stockage et les activités immobilières, tous deux à 7,4 %, et enfin le secteur de l'exploitation minière et des carrières (7,3 %). Les investissements des non-Jordanais dans les terres et biens immobiliers ont atteint environ 202,8 millions de dollars, représentant 13,3 % du total des flux d'investissement direct étranger au cours de la même période.

Agence

MOTEUR D'UNE DYNAMIQUE ÉCONOMIQUE RENFORCÉE EN ÉGYPTÉ

Les exportations agricoles et agroalimentaires en hausse

L'Égypte confirme, en 2025, sa place parmi les grandes puissances agricoles du continent africain. Porté par une augmentation des volumes exportés, l'élargissement des débouchés commerciaux et l'attractivité croissante de son industrie agroalimentaire, le pays des pharaons a enregistré une progression notable de ses recettes issues des exportations agricoles et alimentaires, tout en attirant d'importants investissements étrangers dans les secteurs connexes.

Synthèse rédaction

Selon les chiffres communiqués le mercredi 21 janvier par le ministre de l'Agriculture et de la Réhabilitation des terres, Alaa Farouk, les exportations de produits agricoles et alimentaires ont généré 11,5 milliards de dollars de recettes en 2025, établissant un nouveau record historique pour le secteur. Ce résultat marque une hausse de 7 % par rapport à l'année précédente, où les recettes s'élevaient à 10,7 milliards de dollars. Cette performance s'explique principalement par une augmentation significative des volumes exportés, qui ont progressé de 9 % en glissement annuel. En 2025, l'Égypte a écoulé sur les marchés internationaux 9,5 millions de tonnes de produits agricoles et alimentaires, soit 800 000 tonnes de plus qu'en 2024. Une dynamique qui reflète les efforts déployés par les autorités pour moderniser les filières agricoles, améliorer la productivité et renforcer les normes de qualité. Les exportations égyptiennes reposent sur une large diversité de produits, avec 405 références expédiées à l'étranger. Toutefois, trois produits dominent nettement les ventes : l'orange, la pomme de terre et la patate douce, qui concentrent à eux seuls près de 40 % du total des exportations. Ce trio de tête est suivi par d'autres produits très demandés sur les marchés internationaux, notamment les haricots frais et secs, l'oignon frais, le raisin, la grenade, la mangue, la tomate et la fraise. Au-delà de la performance productive, la réussite égyptienne s'inscrit dans une

stratégie active de diversification des marchés d'exportation. D'après l'Administration centrale de la quarantaine agricole, le pays a réussi à accéder à 25 nouveaux marchés en 2025, notamment en Asie de l'Est, en Amérique latine et dans les Caraïbes. Au total, les produits agricoles égyptiens ont été exportés vers 167 pays, consolidant la position de l'Égypte comme un acteur agricole majeur à l'échelle mondiale. Si les prévisions officielles pour 2026 ne sont pas encore publiées, plusieurs indicateurs laissent entrevoir une poursuite de cette dynamique. Les autorités égyptiennes continuent d'œuvrer à l'ouverture de nouveaux débouchés commerciaux. À cet égard, Le Caire a annoncé, le 1er janvier 2026, avoir obtenu l'autorisation d'exporter des agrumes vers la République dominicaine, un marché prometteur dans la région des Caraïbes.

L'agroalimentaire, levier d'attractivité pour les investissements étrangers

Cette montée en puissance des exportations agricoles s'accompagne d'un essor soutenu de l'industrie agroalimentaire, l'une des plus développées d'Afrique. Ce dynamisme stimule des secteurs connexes, notamment l'emballage, devenu un maillon stratégique des chaînes de valeur alimentaires. Illustrant cet attrait croissant, l'Autorité de la Zone économique du Canal de Suez (SCZone) a annoncé, le mardi 20 janvier, la signature d'un accord avec le groupe industriel turc Eroglu Global Holding pour la construction d'une usine de cartons et d'emballages. Le projet, d'un

montant de 175 millions de dollars, sera implanté sur un site de 7 hectares dans la zone industrielle de Qantara Ouest. La future usine disposera d'une capacité de production quotidienne de 10 millions d'unités de cartons aseptiques d'un litre, ainsi que de 75 000 cartons supplémentaires, en plus d'une production annuelle de 400 000 tonnes de feuilles de carton. Les cartons aseptiques, largement utilisés pour la conservation de produits liquides tels que le lait, les jus, les boissons ou les sauces, constituent un segment clé de l'emballage alimentaire moderne, offrant sécurité et durabilité sans nécessité de réfrigération immédiate. Selon les autorités, la production sera destinée à parts égales au marché local et à l'exportation. « Ce projet contribue à soutenir les chaînes d'approvisionnement de l'industrie alimentaire et à renforcer l'intégration des processus de production locaux », a souligné Waleid Gamal El-Dien, président de la SCZone. Cet investissement permettra à Eroglu de se positionner sur un marché égyptien des emballages papier en pleine expansion, porté par la demande croissante de solutions durables et par l'essor du commerce électronique. D'après les projections du cabinet Mordor Intelligence, ce marché, estimé à 1,98 milliard de dollars en 2025, devrait atteindre 2,52 milliards de dollars d'ici 2031, avec un taux de croissance annuel moyen de 4,05 %. En combinant performances agricoles, diversification des marchés et attractivité industrielle, l'Égypte confirme ainsi son ambition de faire du secteur agroalimentaire un pilier stratégique de son développement économique.

TOURISME DU BIEN-ÊTRE

Le produit tunisien s'impose en France

Valoriser l'offre tunisienne

Du 22 au 25 janvier 2026, la Tunisie participe activement au salon international de l'eau et du bien-être « Les Thermalies » qui se déroule au prestigieux Carrousel du Louvre à Paris. Cette quarante-quatrième édition du rendez-vous européen de référence en matière de thermalisme et de thalassothérapie accueille près de deux cent cinquante exposants venus présenter leurs offres à vingt-sept mille visiteurs attendus. Des atouts naturels remarquables Organisé par l'Office National du Thermalisme et de l'Hydrothérapie tunisien, le pavillon national réunit dix établissements spécialisés dans différentes approches thérapeutiques par l'eau. Cette participation témoigne de la volonté des autorités tunisiennes de

renforcer la position du pays comme destination méditerranéenne majeure du tourisme de santé et de bien-être. Le secteur thermal et thalassothérapie tunisien bénéficie d'atouts naturels remarquables qui lui confèrent une attractivité certaine auprès des clientèles européennes. Les côtes méditerranéennes du pays offrent des conditions climatiques optimales pour la pratique de la thalassothérapie tout au long de l'année. Les établissements tunisiens ont su développer une expertise reconnue internationalement, combinant techniques traditionnelles et innovations technologiques pour proposer des soins de qualité à des tarifs compétitifs. Cette combinaison explique l'intérêt croissant des curistes français pour les séjours tunisiens.

Le pavillon tunisien présente la richesse et la diversité des prestations thermales du pays à travers ses dix exposants. Ces établissements couvrent l'ensemble des spécialités du secteur, depuis la thalassothérapie marine jusqu'au thermalisme d'eau douce, en passant par la balnéothérapie et l'hydrothérapie. Chaque centre met en avant ses programmes spécifiques, qu'il s'agisse de cures de remise en forme, de soins post-opératoires, de traitements dermatologiques ou de programmes anti-stress. Les visiteurs du salon peuvent ainsi découvrir l'étendue des possibilités offertes par la destination tunisienne et comparer les différentes formules proposées.

L'Office National du Thermalisme et de l'Hydrothérapie tunisien coordonne cette participation collective pour garantir une présentation cohérente et professionnelle de l'offre nationale. Cette structure publique accompagne le développement du secteur thermal en Tunisie depuis de nombreuses années, contribuant à la modernisation des infrastructures et à la formation des personnels. Sa présence au salon Thermalies s'inscrit dans une stratégie de promotion internationale visant à capter une clientèle française particulièrement friande de séjours bien-être en Méditerranée. Les professionnels tunisiens peuvent ainsi nouer des contacts directs avec les tour-opérateurs français spécialisés dans le tourisme de santé.

Rédaction

POUR STIMULER L'INDUSTRIALISATION DE LA FILIÈRE MANIOC

Le Nigeria mise sur le bioéthanol

Premier producteur mondial de manioc, le Nigeria dispose d'une industrie agro-alimentaire parmi les plus développées d'Afrique. Les autorités entendent bien renforcer la filière en développant la production de bioéthanol, afin d'accroître la valeur ajoutée et de diversifier les débouchés du tubercule.

Synthèse R I

Le gouvernement nigérian a annoncé la semaine dernière avoir commencé à mener des actions visant à intégrer 14 millions de petits exploitants agricoles dans la chaîne de valeur du bioéthanol à base de manioc. Portée par le ministère du Budget et de la Planification économique, l'initiative entre dans le cadre de la phase opérationnelle du Projet de développement de la chaîne de valeur du bioéthanol de manioc. Pour rallier les producteurs à cette nouvelle dynamique, les autorités nigérianes misent sur le modèle dit de la triple hélice, dans lequel universités, industrie et État sont appelés à coopérer afin de diffuser des variétés de manioc à haut rendement, attirer des capitaux privés, faciliter l'accès aux technologies et améliorer l'environnement productif. Ce partenariat de transfert de connaissances vise à transformer la filière en un véritable moteur d'innovation et de création de valeur. Selon le gouvernement, le bioéthanol issu du manioc est destiné en priorité au marché domestique, comme carburant. Dans



le cadre de la Politique nationale des bio-carburants adoptée en 2007, Abuja prévoit à terme l'incorporation de 10 % d'éthanol à l'essence (carburant PMS) dans les stocks nationaux. Cette orientation vise à créer un débouché industriel domestique structuré, tout en contribuant à la réduction des importations de carburants. D'après l'Autorité nigériane de régulation du secteur pétrolier intermédiaire et aval (NMDPRA), la consommation domestique d'essence a atteint en moyenne 56,74 millions de litres par jour en octo-

bre 2025, dont près de 49 % provenaient des importations. Dans ce contexte, le ministère du Budget et de la Planification économique estime que la mise en œuvre du Projet de développement de la chaîne de valeur du bioéthanol de manioc pourrait permettre au Nigeria de réaliser plus de 3000 milliards de nairas (environ 2,1 milliards USD) d'économies annuelles en devises, grâce à l'incorporation du bioéthanol au carburant (PMS). De quoi réduire la dépendance du pays aux importations de produits pétroliers.

SELON OSIRIZ

Les importations de riz en Afrique subsaharienne estimées à 22,3 millions de tonnes en 2025

Le riz est la seconde céréale la plus consommée en Afrique subsaharienne, après le maïs. La demande croissante et la faiblesse des filières locales entretiennent le niveau des importations. En Afrique subsaharienne, le marché de consommation du riz reste dynamique, selon la dernière note de l'Observatoire des statistiques internationales sur le riz (Osiriz). Publié à la mi-janvier, le document estime à 22,3 millions de tonnes les importations de la graminée dans cet espace géographique en 2025, en hausse de 13,7 % par rapport à l'année précédente (19,6 millions de tonnes). Cette hausse qui s'explique entre autres par l'offre mondiale abondante qui a boosté l'approvisionnement de plusieurs pays.

Dans les détails, le Nigeria affiche un volume des achats estimé à 3,4 millions de tonnes, contre 2,9 millions de tonnes un an plus tôt. En Côte d'Ivoire, la tendance est aussi à la hausse avec une estimation de 2,5 millions de tonnes de la graminée, induisant une progression de 19 % d'une année sur l'autre. Au Sénégal, les importations sont estimées en hausse de 200 000 tonnes à 1,9 million t. Au total, ce Top 3 représente environ 35 % de l'approvisionnement extérieur en riz de l'Afrique subsaharienne.

2026, année de continuité ?

Pour cette année, la revue spécialisée estime que « les marchés africains seront une nouvelle fois parmi

les principaux moteurs de la demande mondiale de riz ». La zone est en effet stratégique pour de nombreux exportateurs, comptant pour le tiers des importations mondiales. Elle a bénéficié de l'assouplissement de la politique commerciale de l'Inde qui a ouvert ses vannes durant le dernier trimestre 2024, ce qui a accru la concurrence sur le marché avec d'autres fournisseurs asiatiques, et tiré les prix vers le bas depuis plus d'un an. Et si en décembre 2025, les tarifs ont connu une hausse moyenne de 6 % en raison d'un regain de la demande sud-est asiatique et de la Chine, Osiriz souligne que début janvier 2026, les cours mondiaux s'affichaient stables, voire qu'ils tendaient à reculer. « Les acheteurs in-

ternationaux s'attendent à de nouvelles baisses des prix avant de revenir sur le marché. Le sentiment d'une suroffre d'exportation et d'un ralentissement de la demande d'importation pèse sur le marché mondial. Pour cela, trois tendances méritent une attention particulière dans les mois à venir : l'évolution de la production mondiale, en hausse pour la 3e année consécutive, la re-composition du commerce mondial, avec le retour en force de l'Inde sur le marché d'exportation, et le niveau des stocks historiquement élevés, représentant près de 40 % de la consommation mondiale », apprend-on.

Rédaction

BURKINA FASO

Une centrale thermique de 200 MW pour réduire la dépendance énergétique

Le projet vise à améliorer le taux d'électrification, qui se situe actuellement à environ 34,2%, et à réduire la dépendance du pays aux importations d'énergie. Mark Cables, un groupe industriel basé à Dubaï, a annoncé, le lundi 26 janvier, l'achèvement de la construction d'une centrale électrique thermique d'une capacité de 200 mégawatts (MW) au Burkina Faso. Le développement de ce projet, dont le coût est estimé à 180 millions d'euros (213 millions de dollars), a été achevé en seulement six mois, selon des précisions faites par Mark Cables dans un communiqué, tout en indi-

quant que la nouvelle centrale électrique soutiendra les efforts du gouvernement pour stabiliser le réseau et réduire la dépendance aux importations d'énergie. « En apportant 200 MW de capacité supplémentaire, Mark Cables offre une solution concrète au déficit électrique national », a souligné le groupe. Mark Cables est une filiale de Milbridge Group, un conglomerat industriel diversifié qui opère notamment dans les secteurs du ciment, des matériaux de construction, de l'immobilier et de la fabrication de produits en plastique dans plusieurs pays d'Afrique subsaharienne. Au Burkina

Faso, le taux d'électrification est estimé à 34,2% à l'échelle nationale, et le pays dépend toujours des importations en provenance des États côtiers d'Afrique de l'Ouest, selon les dernières données du ministère de l'Énergie, des mines et des carrières. Le groupe turc Aksa Enerji avait annoncé fin novembre 2025, un projet de centrale électrique à fuel d'une capacité installée de 119 MW à Ouagadougou pour répondre à une demande énergétique croissante, stimulée par l'urbanisation et l'augmentation de la population. Le directeur général de la Société nationale d'électricité du Burkina Faso

(SONABEL), Souleymane Ouédraogo, a dévoilé, la semaine dernière, un vaste programme de développement de la production d'électricité, qui prévoit la construction de 12 centrales thermiques, une dans chaque région du pays. « La SONABEL prévoit une capacité additionnelle de 515 MW à l'horizon 2028 », a-t-il déclaré, indiquant que l'objectif est de sécuriser l'alimentation en électricité, d'améliorer la qualité des services et de réduire les coupures, notamment dans les zones dépendantes des lignes d'interconnexion.

Rédaction

CAMEROUN

7,2 millions USD pour soutenir les producteurs de cacao et café

Le Cameroun mise sur ses filières cacao et café pour stimuler l'économie rurale. L'État et le Fodecc affichent leur ambition: renforcer les producteurs par des subventions massives et inscrire le pays dans une dynamique agricole durable. Le Fonds de développement des filières cacao et café du Cameroun (Fodecc) annonce une enveloppe de 4 milliards de FCFA (environ 7,2 millions USD) de subventions à distribuer aux producteurs en 2026. Le montant a été dévoilé lors de la cérémonie de lancement officiel de la campagne caféière 2025-2026, tenue le 16 janvier 2026 à Baditoum, dans la région de l'Est. Selon l'administrateur du Fodecc, Samuel Donatien Nengue, ces fonds doivent soutenir le démarrage de la saison. Ils visent notamment à permettre aux producteurs de faire face à la pression parasitaire et aux problèmes de plants, afin d'améliorer leurs rendements. Le responsable précise par ailleurs qu'un reliquat des subventions de 2025 sera distribué « dans près d'une semaine » et que les appuis au titre de 2026 devraient débuter « autour du mois d'avril prochain ». La distribution se fera par le « Guichet producteur », mécanisme lancé en 2021. Il permet aux producteurs de cacao et/ou de café des différents bassins agricoles du pays d'entrer directement en possession des subventions gouvernementales, qu'elles soient de masse ou « à la carte ». Le dispositif repose sur une contribution du producteur. Celui-ci doit enregistrer ses données au Fodecc et déposer une quote-part de 60 % dans une institution financière. En contrepartie, il reçoit une subvention représentant 30 % à 40 % de l'investissement, sous forme d'un bon d'achat destiné à l'acquisition de plants, d'intrants agricoles, de produits phytosanitaires, d'équipements et de machines agricoles, ainsi que d'infrastructures de soutien à la production.

Agence

ETATS UNIS

Wall Street termine contrastée, nouveau record de l'indice S&P 500

La Bourse de New York a clôturé en ordre dispersé mardi, après avoir accueilli de façon mitigée une nouvelle salve de résultats d'entreprises, au premier jour de la réunion de la banque centrale américaine (Fed).

Le Dow Jones a reculé de 0,83%, l'indice Nasdaq a gagné 0,83% et l'indice élargi S&P 500 a pris 0,41%, établissant ainsi un nouveau record à 6.978,60 points. "Alors qu'une vague de mauvais temps balaye une grande partie des États-Unis, les investisseurs traversent également une période saisonnière importante pour les marchés", souligne Adam Turnquist, de LPL Financial. Cette semaine, environ 20% des entreprises composant l'indice S&P 500 doivent partager leurs performances financières. "L'attitude favorable au risque à Wall Street, qui n'hésite pas à augmenter ses expositions, est révélatrice de la conviction des acteurs du marché que les résultats seront supérieurs aux prévisions et augmenteront globalement", estime Jose Torres, d'Interactive Brokers. Parmi les grands gagnants du jour, le constructeur automobile américain General Motors a été porté par ses prévisions pour 2026, avec une hausse attendue de

ses bénéfices et de ses marges. Son titre a pris 8,97% à 86,56 dollars. En revanche, l'avionneur Boeing n'a pas su convaincre les investisseurs, même s'il a enregistré son premier bénéfice net annuel depuis 2018. Son cours a reculé de 1,56%, à 244,56 dollars l'action. Le marché attend surtout la publication des résultats de plusieurs géants technologiques, dont Microsoft, Meta et Tesla, tous prévus après la clôture mercredi. Apple partagera ses performances trimestrielles jeudi, après la séance régulière à Wall Street. D'autres "événements à risque notables restent au calendrier, notamment la conclusion demain de la réunion du comité de politique monétaire de la Fed", remarque Adam Turnquist. Un maintien des taux est quasi unanimement attendu mais les investisseurs écouteront avec attention le discours du président de l'institution, Jerome Powell. Celui-ci est sous le feu des critiques de Donald Trump, qui pousse pour des taux bien plus bas. M. Powell a récemment ré-

véélé faire l'objet d'une procédure lancée par le ministère de la Justice, pouvant aboutir à des poursuites pénales. Sur le marché obligataire, le rendement de l'emprunt d'Etat américain à dix ans se tendait à 4,24% vers 21H40 GMT, contre 4,21% à la clôture lundi. Côté indicateurs, la confiance des consommateurs plonge en janvier aux Etats-Unis à son plus bas niveau depuis plus de dix ans, plombée par le coût de la vie, selon le baromètre de référence de l'association professionnelle Conference Board. Ailleurs à la cote, les assureurs ont souffert de la faible évolution des remboursements prévus par les autorités fédérales pour les programmes d'assurance-maladie Medicaid et Medicare, qui devraient

augmenter de seulement 0,09% en 2027. Les spécialistes tablaient sur une hausse de 5%. UnitedHealth a dévissé de 19,61% à 282,70 dollars, au plus bas depuis l'été. Sa chute explique le recul du Dow Jones, UnitedHealth ayant un poids important dans l'indice historique. L'assureur CVS a chuté de plus de 14% et Humana de plus de 21%. Le réseau social Pinterest (-9,61% à 23,41 dollars) a aussi connu une mauvaise séance mardi, après avoir annoncé son intention de supprimer environ 15% de ses effectifs afin de consacrer davantage de ressources à l'adoption de l'intelligence artificielle (IA).

Agence

EUROPE

L'Europe boursière termine sur une note globalement positive sous une pluie de résultats

Les principaux indices européens, à l'exception du Dax (-0,10%), ont clôturé dans le vert, dans un contexte marqué par une forte densité de publications de résultats d'entreprises et dans l'attente du verdict de la Réserve fédérale américaine, demain soir. Dans ce contexte, le CAC 40 s'est adjugé 0,27% à 8 152,82 points et l'EuroStoxx 50 s'est amélioré de 0,72% à 6 000,91 points. Outre-Atlantique, où la saison des résultats bat son plein, les indices évoluent en ordre dispersé. Le Dow Jones se replie de 0,75% vers 17h45, pénalisé par une actualité défavorable au secteur de la santé. Une proposition de hausse limitée à 0,09% des paiements Medicare Advantage a provoqué un net repli du compartiment, les investisseurs redoutant une pression sur les marges des assureurs à partir de 2027. UnitedHealth chute ainsi de près de 20%. Boeing (+1,61%) a pour sa part annoncé mardi être repassé dans le vert au quatrième trimestre, après une perte au trimestre précédent, porté par la cession de son activité de logiciels de navigation, une hausse des cadences de production et des livraisons d'avions plus soutenues. GM et UPS ont également publié des performances solides. Les résultats trimestriels de Meta, Microsoft et Tesla sont attendus mercredi, tandis qu'à Paris les comptes de LVMH

seront minutieusement scrutés ce soir à la clôture du marché. En Europe, Puma (+9,20%) a été particulièrement recherché. L'équipementier sportif chinois Anta Sports va devenir le premier actionnaire du groupe allemand, avec une participation de 29,06%, dans le cadre d'une opération de 1,8 milliard de dollars. La transaction, réalisée intégralement en numéraire, porte sur 43,01 millions d'actions cédées par la famille Pinault, actionnaire de référence via la holding Artémis. Cette vague de publications relègue momentanément au second plan les inquiétudes liées aux tensions commerciales et géopolitiques. La Fed en ligne de mire La Fed, dont un statu quo est largement attendu pour sa première décision de politique monétaire de 2026 mercredi soir, concentre également l'attention des investisseurs. "Le marché de l'emploi américain se stabilise, ce qui justifie une pause de la Fed, d'autant que la politisation croissante de ses décisions exerce une pression haussière sur les taux longs", estime Kevin Thozet, membre du comité d'investissement chez Carmignac. Il souligne par ailleurs qu'"après 75 points de base de baisse depuis septembre 2025, la banque centrale américaine semble entrer dans une nouvelle phase d'attentisme, rappelant la séquence observée en 2024".

ALLEMAGNE

La Deutsche Bank prévoit une hausse de l'Or

Deutsche Bank, la banque allemande, a prévu aujourd'hui, mardi, que les prix de l'or pourraient atteindre 6000 dollars l'once en 2026, alors que les investisseurs continuent d'augmenter leurs allocations d'actifs non dollar et d'actifs réels. L'or a atteint, lundi, un nouveau record au dessus de 5100 dollars l'once lors des transactions au comptant, après que l'incertitude géopolitique et économique croissante a incité les investisseurs à se tourner vers des actifs considérés comme des refuges sûrs. Deutsche Bank a noté qu'il existe des scénarios alternatifs qui pourraient pousser l'or à des niveaux plus élevés, affirmant

que "le prix de l'once à 6900 dollars pourrait en fait être plus en accord avec la performance très forte des deux dernières années". Des analystes de la Société Générale s'attendent également à ce que le prix de l'or atteigne 6000 dollars l'once d'ici la fin de l'année, mais ils soulignent que cela pourrait être une estimation prudente au vu des opportunités de gains supplémentaires. De plus, Morgan Stanley a déclaré hier que l'or pourrait continuer de grimper, indiquant la possibilité qu'il atteigne 5700 dollars l'once. Les prix de l'or ont augmenté de 1,5 % pour atteindre 5082,65 dollars au moment de la rédaction de ce rapport. Les

prix de l'or ont bondi de plus de 17 % depuis le début de l'année 2026, tirés par une hausse de 64 % l'année dernière, soutenus également par de fortes acquisitions de banques centrales et des entrées dans des fonds négociés en bourse, ainsi que par des prévisions de baisse des taux d'intérêt américains.

Le déficit américain

Bloomberg a rapporté que Vincent Mortier, directeur des investissements chez Amundi SA - la plus grande société de gestion d'actifs en Europe - a déclaré que la tendance vers l'or et l'éloignement du dollar est

également alimentée par le important déficit budgétaire américain et les incertitudes entourant la future politique de la Réserve fédérale. Il a ajouté : "Nous avons alloué une part de nos investissements à l'or au cours des deux dernières années et demie, et je pense que cette tendance va se poursuivre, car l'or à long terme est un refuge sûr contre la dévaluation, et un bon moyen de préserver une partie du pouvoir d'achat". Mortier, d'Amundi - qui gère des actifs d'une valeur de 2,3 trillions d'euros (environ 2,7 trillions de dollars) selon son site Web, a expliqué qu'une grande partie de la demande

en or provient d'investisseurs institutionnels, comme les gestionnaires de banques centrales et les sociétés de gestion de patrimoine souverain. Il a ajouté que l'attaque de Trump contre les alliés traditionnels des États-Unis, y compris le récent conflit avec les pays européens concernant le Groënland, et ses menaces continues de tarifs douaniers, aurait des conséquences graves. Il a déclaré : "On ne peut pas intimider les alliés indéfiniment. De nouvelles alliances commencent à se former. La position de l'Europe sur le Groënland est intéressante, ce qui montre qu'il est possible de trouver de nouvelles méthodes de résistance sous pression".

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN



COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 26 Janvier 2026
Valeur : 28 Janvier 2026

BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		129.3142	129.3292
1	EUR	EURO		152.8882	152.9318
1	GBP	POUND STERLING		176.4418	176.5104
100	JPY	JAPANESE YEN		83.8287	83.8439
1	CNY	CHINESE YUAN		18.5847	18.5893
1	CHF	SWISS FRANC		165.9364	166.0408
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		94.4106	94.4560
1	DKK	DANISH KRONE		20.4997	20.5031
1	SEK	SWEDISH KRONA		14.4801	14.4840
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		13.2350	13.2643
1	AED	UAE DIRHAM		35.2009	35.2146
1	SAR	SAUDI RIYAL		34.4838	34.4896
1	KWD	KUWAITI DINAR		423.8420	424.0302
1	TND	TUNISIAN DINAR		44.1939	44.6381
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		14.1202	14.1218
1	LYD	LIBYAN DINAR		20.2665	20.3703
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.2500	3.2601
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		176.7147	176.7147

MADURO LES AVAIENT ESTIMÉ À 30 MILLIARDS DE DOLLARS

Les Etats Unis débloquent les fonds gelés

La présidente par intérim du Venezuela, Delcy Rodríguez, a récemment annoncé une décision majeure qui pourrait marquer un tournant dans les relations déjà tendues entre Caracas et Washington : selon elle, les États-Unis ont commencé à débloquent des fonds vénézuéliens jusque-là gelés dans le cadre des sanctions américaines imposées à Caracas il y a plusieurs années. Cette déclaration, faite lors d’une allocution télévisée, intervient dans un contexte politique extrêmement délicat pour le pays sud-américain, confronté à une pression internationale intense et à une crise économique persistante.

Par Rédaction Internationale

Depuis 2019, sous la présidence de Donald Trump, les États-Unis avaient imposé une série de sanctions économiques et financières contre le Venezuela, y compris un embargo sur le pétrole — le principal produit d’exportation du pays — après une élection présidentielle jugée « contestée » par Washington. Ces mesures comprenaient le gel de vastes sommes d’argent appartenant à l’État vénézuélien dans des comptes internationaux. L’ancien président Nicolás Maduro avait lui-même estimé en 2022 que ces fonds bloqués s’élevaient à environ 30 milliards de dollars. (Médias24)

Pour Rodríguez, qui dirige désormais le pays après la capture de Maduro lors d’une opération militaire américaine spectaculaire le 3 janvier, il s’agit d’un signal fort de normalisation possible des relations entre les deux capitales. Lors de son allocution, elle a souligné que ces fonds, une fois disponibles, seraient utilisés pour répondre à des besoins urgents, notamment pour l’équipement des hôpitaux, l’achat de matériel médical et d’autres équi-

pements essentiels, achetés aux États-Unis et à l’étranger. (CiberCuba)

La présidente intérimaire a également insisté sur le fait que ces ressources appartiennent « au peuple vénézuélien » et que leur libération pourrait contribuer à renforcer l’économie nationale, très affectée par des années de crise et d’hyperinflation. Cependant, elle n’a pas précisé le montant exact des fonds déjà débloqués, ce qui laisse encore beaucoup d’incertitudes quant à l’ampleur réelle de cette opération.

Cet assouplissement partiel des sanctions intervient alors que Rodríguez a cherché à établir un dialogue plus étroit avec Washington, affirmant avoir mis en place des « canaux de communication respectueux et courtois » avec le président américain et des responsables clés comme le secrétaire d’État Marco Rubio. Elle a déclaré que les deux pays travaillent sur un « agenda de travail » qui pourrait inclure des domaines de coopération plus larges.

Cette évolution s’accompagne également d’autres signaux révélateurs : des accords pétroliers entre Caracas et des entreprises américaines, la libération de certains prisonniers

politiques, ainsi que des réformes législatives envisagées au Venezuela, notamment une révision de la loi sur les hydrocarbures pour attirer des investissements étrangers.

Pourtant, malgré ces avancées, le climat reste volatile. Des voix critiques, tant à l’intérieur du Venezuela qu’à l’étranger, s’interrogent sur la nature exacte de cette coopération avec Washington : certains craignent que Caracas ne cède trop de terrain ou ne devienne dépendant des États-Unis, tandis que d’autres voient dans ce rapprochement une opportunité indispensable pour relancer une économie moribonde.

En résumé, le déblocage progressif de fonds vénézuéliens gelés, évoqué par Delcy Rodríguez, représente un moment significatif dans les relations entre le Venezuela et les États-Unis, avec des implications potentielles pour l’avenir politique, économique et diplomatique du pays. Mais au-delà de la déclaration officielle, beaucoup dépendra des négociations à venir et de la manière dont ces ressources seront réellement utilisées pour répondre aux besoins du peuple vénézuélien.

POUR 2026

Les Portugais sont confiants

Les Portugais abordent la nouvelle année avec confiance, estimant que 2026 sera meilleure que 2025 en termes de consommation, et désignant les investissements dans la maison et les expériences comme leurs principales priorités.

Selon l’étude "Intentions de consommation 2026" de l’Observador Cetelem, les voyages apparaissent comme l’objectif principal pour 44 % des personnes interrogées. Viennent ensuite les travaux d’amélioration et de rénovation du logement (30 %) et l’achat de nouveaux équipements électroniques ou technologiques (19 %). Pour réaliser ces projets, 60 % des participants déclarent ne pas avoir l’intention de recou-

rir au financement, bien que 30 % admettent cette possibilité.

Les prêts personnels et les cartes de crédit sont les options les plus fréquemment mentionnées, avec 14 % chacun, tandis que 5 % seulement indiquent une préférence pour les solutions de paiement immédiat en magasin ou les modèles "Buy Now Pay Later" (acheter maintenant, payer plus tard).

L’étude révèle également que la moitié des personnes interrogées (50 %) pensent que 2026 sera une meilleure année que 2025, ce qui représente une augmentation de quatre points de pourcentage par rapport aux 46 % enregistrés l’année précédente. À l’inverse, 12 % anticipent une détérioration de la situation fi-

nancière, soit le même chiffre que l’année dernière.

L’évaluation de l’année 2025 est généralement positive : 62% des Portugais la jugent favorablement, 28% la considérant comme "très bonne", soit une augmentation de 3 points de pourcentage par rapport à 2024.

Ce climat de confiance se reflète également dans les finances personnelles.

Environ 23 % des personnes interrogées déclarent que leur situation économique est meilleure qu’il y a un an, soit une augmentation de 5 points de pourcentage par rapport à 2024.

Parmi les autres, environ la moitié considèrent que leur situation est restée inchangée, tandis que 27 %

déclarent qu’elle s’est détériorée.

Dans un communiqué, Hugo Louzada, Directeur Marketing B2B & B2C de Cetelem, souligne que "les données de L’Observateur Cetelem 2026 montrent une évolution positive de la perception de l’avenir par les Portugais, qui se traduit par la reprise de projets reportés, tels que les voyages ou les travaux d’amélioration de l’habitat".

Il souligne également que, outre le coût, "la simplicité du processus et la rapidité de la réponse" sont des facteurs de plus en plus appréciés, ajoutant que "en 2026, l’excellence de l’expérience numérique sera décisive pour soutenir les projets de vie des Portugais".

Agence

AUSTRALIE

L’inflation sous-jacente plus forte que prévu au quatrième trimestre

L’inflation sous-jacente en Australie a progressé à un rythme plus soutenu que prévu au quatrième trimestre, s’ajoutant à une série récente de données économiques robustes qui poussent les investisseurs à anticiper une hausse des taux d’intérêt dès la semaine prochaine.

La solidité de ces chiffres a conduit ANZ et Westpac à préconiser une hausse de taux d’un quart de point par la Reserve Bank of Australia (RBA) lors de sa prochaine décision de politique monétaire le 3 février, rejoignant ainsi la Commonwealth Bank of Australia et la National Australia Bank.

Les swaps intègrent désormais une probabilité de 73% pour une hausse, contre 60% auparavant.

L’indice des prix à la consommation

(IPC) sous-jacent, un indicateur clé pour la politique monétaire, a augmenté de 0,9% au quatrième trimestre par rapport au trimestre précédent, selon les données du Bureau australien des statistiques publiées mercredi, soit un chiffre supérieur aux attentes des économistes qui tablaient sur une hausse de 0,8%.

Sur un an, le rythme s’est établi à 3,4%, son niveau le plus élevé depuis cinq trimestres, bien au-dessus de la fourchette cible de la RBA, comprise entre 2% et 3%.

« Nous pensons que la RBA conclura que la demande dépasse l’offre et qu’un ajustement des taux d’intérêt permettrait de ramener l’inflation dans la cible », a déclaré Adam Boyton, chef économiste Australie chez ANZ.

« Suite à une hausse de taux, nous antici-

pons un net affaiblissement des indicateurs avancés d’activité... Nous voyons cela comme un resserrement « d’assurance » ponctuel, et non comme le début d’une série de hausses de taux ».

Pour le seul mois de décembre, l’IPC global a progressé de 1% par rapport au mois précédent, soit la plus forte hausse depuis juillet, la fin des subventions gouvernementales ayant fait grimper les prix de l’électricité et la demande des fêtes ayant dopé les coûts des voyages et de l’hébergement.

Le rythme annuel est passé à 3,8% contre 3,4% en novembre, au-dessus des prévisions qui tablaient sur une hausse de 3,6%.

Les attentes d’un chiffre élevé s’étaient renforcées sur les marchés, les rendements des obligations d’État à trois ans

atteignant un sommet de deux ans à 4,339% immédiatement après la publication. Ils reculaient dernièrement de 1 point de base à 4,257%.

Le dollar australien, qui avait bondi de 1,4% dans la nuit pour atteindre un sommet de trois ans alors que le dollar américain chutait, cédait 0,2% à 0,6997\$.

Le Trésorier Jim Chalmers a reconnu mercredi que les pressions sur les prix persistent plus longtemps que le gouvernement ne l’aurait souhaité et qu’il ne préjugerait pas des décisions de la Reserve Bank.

« Les chiffres d’aujourd’hui rappellent à quel point il reste du travail à faire pour relever les grands défis de notre économie », a-t-il déclaré lors d’une conférence de presse.

Agence

POUR DÉFICIT EXCESSIF

La Finlande dérape et rejoint la liste des pays épinglés par l’UE

La Commission européenne avait déjà recommandé l’an dernier d’ajouter l’Etat scandinave parmi les "mauvais élèves" européens visés par Bruxelles.

Les ministres européens de l’Economie et des Finances ont approuvé mardi 20 janvier l’ouverture d’une procédure pour déficit excessif contre la Finlande, qui porte à dix le nombre de pays de l’UE épinglés à ce titre. "Nous avons décidé d’ouvrir une procédure pour déficit excessif contre la Finlande, étant donné que son déficit a dépassé la limite (fixée à 3%, ndlr) en 2024, atteignant 4,4%, et devrait l’avoir de nouveau franchie en 2025, avec 4,3% du PIB", a annoncé le ministre chypriote Makis Keravnos, dont le pays exerce la présidence tournante de l’UE.

Dans le cadre de cette procédure, la Finlande devrait communiquer régulièrement sur ses efforts pour redresser ses comptes publics, et elle "devra mettre un terme à sa situation de déficit excessif d’ici 2028", a ajouté M. Keravnos.

Les dépenses de défense n’expliquent pas tout, juge Bruxelles Cette décision porte à dix le nombre de pays de l’Union européenne sous le coup d’une procédure pour déficit excessif, puisque l’Autriche, la Belgique, la France, l’Italie, la Hongrie, Malte, la Pologne, la Slovaquie et la Roumanie étaient déjà concernés. La Commission européenne avait recommandé l’an dernier d’ajouter la Finlande à cette liste.

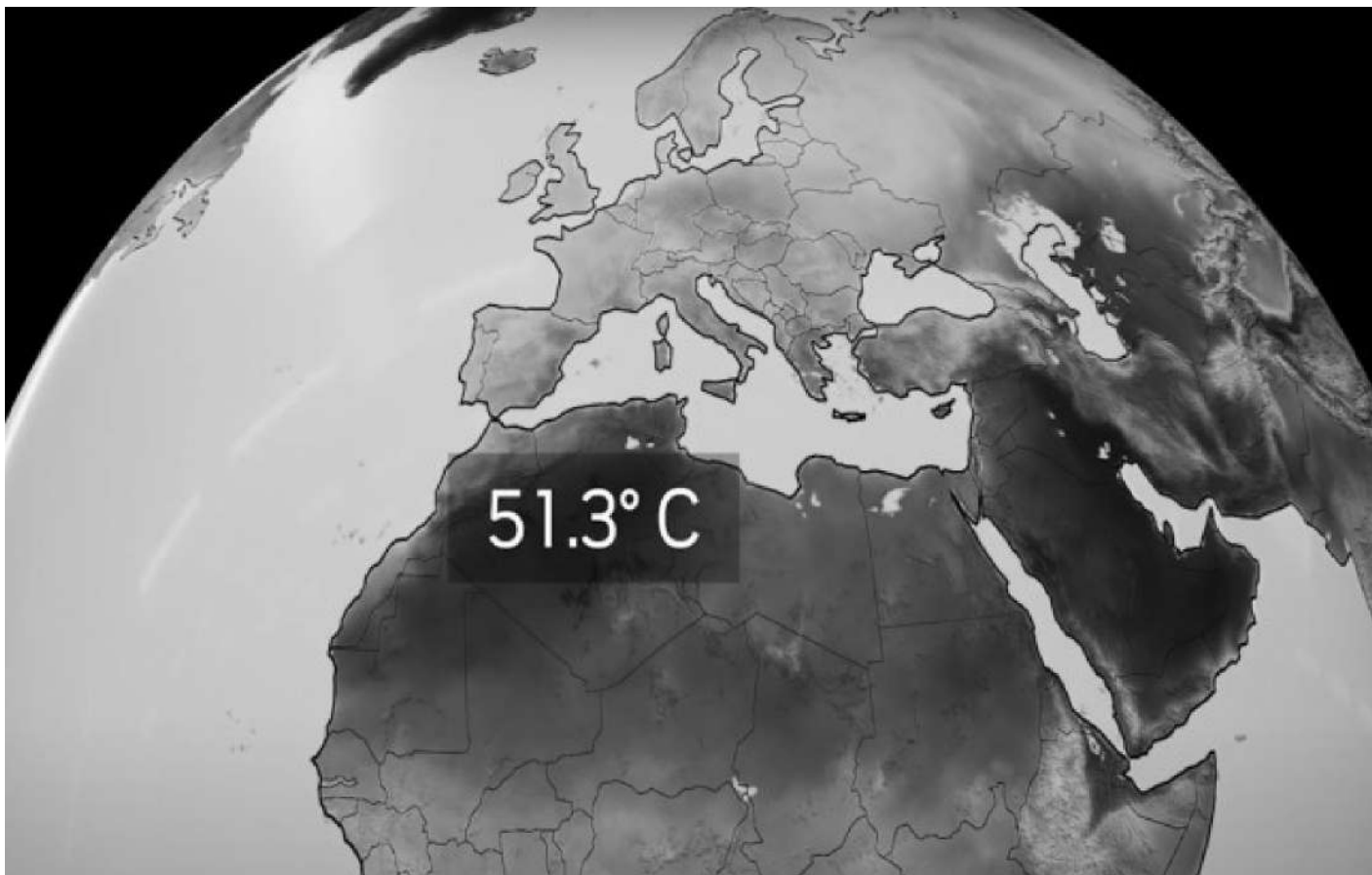
Helsinki avait invoqué la forte augmentation de ses dépenses militaires sur fond de guerre en Ukraine pour justifier le dérapage de ses comptes publics, mais la Commission a estimé que cela n’expliquait pas en totalité l’augmentation de ses dépenses publiques ces dernières années.

Synthèse R I

AVEC LES MODÈLES EARTH-2

Nvidia affine les prévisions météorologiques

Le spécialiste des GPU poursuit le développement de modèles IA open source pour certains secteurs d'activité. Avec Earth-2, Nvidia cible les professionnels de la météorologie, malgré une forte concurrence dans ce domaine.



Après le lancement de modèles à destination des voitures autonomes et la robotique, Nvidia se penche sur la météorologie avec la famille de modèles Earth-2. Open source, ils sont capables de générer des prévisions climatiques à l'échelle mondiale et avec une précision kilométrique. La fa-

mille Earth-2 comprend plusieurs LLM spécialisés. Ainsi, Nowcasting aide à produire des prévisions à très court terme, allant de zéro à six heures. Il s'appuie sur des données d'images satellitaires à haute résolution et s'adresse par exemple aux opérateurs de réseau qui doivent anticiper des événements

climatiques comme les tempêtes, les inondations, les sécheresses,... Le modèle Medium Range est conçu pour les prévisions sur 15 jours. Il est le plus complet en intégrant pas moins de 70 variables comme la température, la pression, l'humidité, les vents,... Enfin, Global Data Assimilation adresse la

problématique des conditions initiales, c'est-à-dire l'ensemble des données atmosphériques nécessaires en aval de la prévision météorologique. Auparavant, ce travail nécessitait des heures de calcul. Nvidia souligne que ses modèles proposent une bonne précision tout en étant 1000 fois plus rapides et beaucoup moins énergivores que les outils traditionnels.

Une forte concurrence

Pour développer et valider ses modèles, l'entreprise s'appuie sur des partenariats avec des institutions scientifiques de premier plan, comme le Max Planck Institute for Meteorology (MPI-M) et l'Allen Institute for AI (Ai2). Le MPI-M utilise la plateforme pour simuler, pour la première fois, le climat mondial à l'échelle du kilomètre, tandis qu'Ai2 se concentre sur des applications ciblant les phénomènes météorologiques extrêmes à l'échelle locale. La société s'inscrit toutefois dans un paysage concurrentiel déjà bien structuré. Google développe WeatherNext2, un modèle IA propriétaire capable de produire des prévisions météorologiques rapides et détaillées jusqu'à plusieurs jours d'avance. La filiale Deepmind n'est pas en reste avec des projets comme GraphCast et GenCast dans ce domaine. Enfin, il ne faut pas oublier IBM avec Graf (global high-resolution atmospheric forecasting) qui travaille sur le sujet depuis plusieurs années.

L'astuce pas très discrète de Musk pour cacher les moniteurs de sécurité des robotaxis Tesla

Tesla assure avoir retiré les chauffeurs de sécurité à bord de ses robotaxis à Austin, dans le Texas. Ils se trouvent simplement derrière, dans une autre voiture... Lors du déploiement initial de sa flotte en juin 2025, la marque a indiqué que des humains se trouveraient à bord des véhicules, dans le siège passager. Une mesure qui n'est pas vraiment étonnante : tous les opérateurs de taxis autonomes sont passés par là au début. En revanche, la communication de Tesla à ce sujet pose question. On savait que l'entreprise allait tester les trajets sans aucun superviseur, et cela vient d'être confirmé par Elon Musk. D'ailleurs, son tweet a fait grimper de 4 % le cours de son action, mais il s'avère finalement trompeur.

Une déclaration juste, mais trompeuse

« Tesla vient de lancer son service Robotaxi à Austin, sans moniteur de sécurité à bord des véhicules », a indiqué le milliardaire. Et il est vrai que des passagers ont témoigné de trajets durant lesquels ils étaient effectivement seuls dans la voiture. Problème, le média spécialisé Electrek rapporte que les superviseurs sont bien là, dissimulés dans un autre véhicule Tesla qui suit le robotaxi. Une fois de plus, Elon Musk a tenu des propos qui peuvent clairement porter à confusion, et ce n'est pas une première pour le constructeur qui a récemment été condamné pour marketing trompeur. À plusieurs reprises, il a indiqué que Tesla était toute proche de l'autonomie complète de ses véhicules, et sa



déclaration récente va clairement dans ce sens. Or, ce n'est pas encore le cas, contrairement à Waymo

qui a accumulé plus de 100 millions de kilomètres sans aucun conducteur de sécurité.

Des objectifs qui semblent inatteignables

Mais l'entrepreneur sait ce qu'il fait. Il promet la conduite totalement autonome depuis des années déjà, et la thèse d'évaluation de Tesla repose sur la conviction des investisseurs qu'elle est effectivement à portée de main. Les chiffres, eux, témoignent d'une réalité différente. Musk avait promis que Tesla disposerait d'une flotte de 1 000 robotaxis dans les prochains mois, et que plus d'1 million de ses voitures autonomes seraient déployées à travers les États-Unis d'ici à la fin 2026. Actuellement, une trentaine de ses taxis autonomes foule les routes d'Austin.

■ Brèves

L'UE lance deux procédures contre Google

Un jour après l'ouverture d'une enquête par l'UE sur X pour se conformer au Digital Services Act, c'est au tour de Google d'être de nouveau dans le collimateur de Bruxelles. Selon Bloomberg, la Commission européenne lui a donné six mois pour se conformer cette fois à la loi sur les marchés numériques

(DMA). En particulier en levant les barrières techniques qui entravent la concurrence des assistants IA sur Android face à Gemini et en s'engageant à fournir des données clés à d'autres fournisseurs de moteurs de recherche. Google a déjà été condamné à payer 9,5 Md€ d'amendes par l'UE dans le cadre de quatre affaires différentes, ce qui représente de loin le montant le plus élevé jamais infligé à une entreprise IT.

Anthropic intègre des applications tierces à Claude

Le chatbot IA de la start-up américaine s'enrichit de plusieurs applications. Des instances Canva, Clay, Figma, Hex, Monday et Slack sont ainsi accessibles directement depuis l'interface de Claude. Cette fonction est

disponible pour les abonnés Pro, Max, Team et Enterprise, mais pas pour les utilisateurs gratuits. La technologie sous-jacente repose sur le protocole MCP (Model Context Protocol), la norme ouverte permettant de connecter des outils à des applications IA. Cette annonce fait écho au système Apps d'OpenAI, lancé en octobre dernier, qui permet aussi d'intégrer des outils tiers à ChatGPT.

VOLKSWAGEN GOLF GTI ET PEUGEOT 205 GTI

2 anniversaires et des surprises à Rétromobile

Pour cette édition 2026 de Rétromobile, la 50e au passage, une célèbre sportive lancée il y a 50 ans sera mise à l'honneur. Il s'agit de la Volkswagen Golf GTI dont huit exemplaires, un de chaque génération, entourera la toute nouvelle Golf GTI Edition 50 dont les commandes sont ouvertes. Chez Peugeot l'on fêtera les 40 ans des 205 GTI 1,6 115 ch et 1,9 130 ch en mettant en avant toutes les déclinaisons de la 205 marquée des trois lettres. Le lion en profitera également pour exposer sur un salon l'héritière électrique, la Peugeot E-208 GTI qui arrivera en concession cet été.

Du 28 janvier au 1er février, la 50e édition de Rétromobile se tiendra à Paris Porte de Versailles. Le temple de la voiture ancienne, mettra également à l'honneur des bolides mythiques un peu plus récents voire même neufs, car par opportunisme les constructeurs automobiles y présentent aussi leurs dernières nouveautés en date. Les célèbres GTI nées sous l'impulsion de la Golf éponyme il y a tout juste 50 ans seront mises à l'honneur. Tandis que les Peugeot 205 GTI 1.6 de 115 ch et 1.9 de 130 ch fêtent toutes deux leur 40 ans. Mais préférez vous les trois lettres mythiques à la sauce Peugeot ou bien Volkswagen ?

Toutes les Peugeot 205 GTI sont à Rétromobile 2026

Sur le stand de la marque au lion, situé dans le Hall 7.2, pas moins de sept 205 sportives seront exposées. A commencer par la toute première exécution de la 205 GTI celle animée par un moteur 1.6 de 105 ch née en 1984. A ses côtés, la version de 115 ch, qui pris la relève en 1986, est parfaitement légitime pour célébrer ses 40 ans.

Fringante quadragénaire également, la version recelant le moteur 1.9 fort de 130 ch, sera aussi de la partie. Dans cette lignée de la "1900", le graal étant sans aucune contestation possible, la 205 GTI Griffes, présentée au Mondial de l'Auto en 1990, caractérisée par sa robe Vert Fluorite et ses jantes dont le voile est laqué d'un gris anthracite.

Une série limitée produite à seulement 3 000 unités. La version cabriolet, Peugeot 205 CTI d'abord motorisée par un 1,6 de 115 ch puis par un 1.9 de 105 ch, ne manquera pas à l'appel non plus.

Enfin, parmi les versions insolites, hors série, l'on trouvera une 205 GTI copieusement élargie par le biais d'un kit tuning d'époque conçu par le fabricant belge Dimma dont le but était de transformer la GTI en Turbo 16 tout du moins visuellement parlant. Une véritable Peugeot 205



Turbo 16 de Groupe B est également exposée.

Peugeot E-208 GTI, premier salon pour la sportive électrique

La bombinette électrique forte de 280 ch sera pour la première fois exposée sur un salon après son tout premier bain de foule dans l'écrin des 24 Heures du Mans en juin dernier. Peugeot profitera de l'écho de Rétromobile pour préparer la clientèle venue voir les 205 GTI dont nous vous parlions ci-dessus, à un éventuel achat de l'héritière sur prise, la Peugeot E-208 GTI, attendue en concession dans le courant de l'été prochain. Pas sûr que les aficionados du sacré numéro en survêtement passent le cap de sportive branchée, mais pour Peugeot la légitimité ne serait être remise en question.

Volkswagen Golf GTI Edition 50, exposée à Rétromobile 2026

Chez Volkswagen, la Golf est coutumière de Rétromobile, l'an dernier, la Golf 8 restylée a pris son premier bain lors de l'événement parisien. Cette année, la vedette moderne du salon sur le stand VW, c'est la Golf GTI Edition 50. La version la plus radicale de la berline compacte vitaminée atteint une puissance de 325 ch pour une valeur de couple de 420 Nm. La fiche technique indique une vitesse de pointe de 270 km/h et un record sur la boucle nord du Nürburgring en 7 minutes 43 secondes et 13 centièmes.

Un bolide qui réclamera à minima la somme de 57 100 € auxquels s'ajouteront malheureusement sur le marché français un malus écologique de 28 413 €. Et pour célébrer en beauté le demi siècle de la Golf GTI, aux côtés de l'Edition 50 dont le carnet de commande est ouvert pour l'occasion, un exemplaire de chaque génération de Golf GTI sera exposé. Lancée en 1976, la Volkswagen Golf GTI a été écoulée à près de 2,5 millions d'unités sur huit générations.

Lamborghini Diablo expérimentale : le cobaye du W16 de la Veyron



À la fin des années 90, comment procéder « discrètement » aux essais du futur moteur W16 de Bugatti ? En le cachant dans une Lamborghini Diablo... Vous avez sans doute vu sur la Toile des images du modèle FKP Hommage, récemment développé par le département Solitaire de Bugatti. Il s'agit en fait d'une Chiron rendant hommage à la première Bugatti de l'ère Volkswagen, la Veyron, tout en saluant la mémoire de Ferdinand Karl Piëch, ancien patron du Groupe VW. Tant la Veyron que la Chiron adoptent un moteur W16 monté à l'arrière. Un moteur extraordinaire qui a motivé les meilleurs ingénieurs de Volkswagen à l'époque. Or c'est cette Lamborghini Diablo de 1999 qui a eu l'honneur de l'inaugurer.

Quatre turbos

Ce modèle jaune vif, que l'on peut admirer aujourd'hui au musée Volkswagen Autostadt, a en effet été utilisé comme mule d'essai pour les tests roulants du W16. L'énorme bloc, suralimenté par quatre turbos, s'insérerait tout juste entre les roues arrière de la Diablo, forçant les ingénieurs à quelques compromis techniques – le feu arrière gauche, par exemple, est tout simplement absent.

Le groupe VW jouissait déjà d'une certaine expertise avec la Diablo, puisque ce modèle (Lamborghini ayant été intégré au portefeuille de VW en 1998) avait aussi servi de base à plusieurs concept-cars du groupe. Outre chez Bugatti, le châssis de la supercar italienne a ainsi été exploité pour la Bentley Hunaudières (1999) et l'Audi Rosemeyer (2000), qui utilisaient elles aussi un W16...

Source : Volkswagen Autostadt

Mots fléchés

Corrélations		Dévouement pour son pays		Accueil		Incruster de tarte		Gros véhicule		Appareil de levage		Risque	
Bénéfici-aires				Empestées				Convoitise		Fin d'infinitif		Vifs	
Peintre vénitien		Un sens				Récipients pour pâte							
						Champion			Genre de poissons	Comité d'entreprise			Département français
										Surpris			
Pied-de-veau		Dureté									Roulement de baguettes sur un tambour		
		Ville du Nigéria											
					Dieu nordique	Allure d'un cheval					Soldat américain		
Théâtre parisien						Garderies		Créateur du Penseur					
À cet endroit													
			Monticules de sable						Erbium		Groupe crée par Joeystarr et Kool Shen		Ville d'Europe et d'Asie
			Résistant										
Excrément		Citoyen						Difficulté					
								Arbre fruitier					
					Équerre		Procurés						
Réputée		Sélection		Empereur des Russies					Lettres royales			Distance chinoise	
				Ferme de Provence					Positions				
							Traditions				On le donne en musique		
							Port belge						
Supplés	Ancienne Allemagne Qui concerne le Roi				Princesses indiennes						Indium		
											Trou normand		
					Éclairé							Navires	
Accepté		Souverain	Longues périodes	Fils de ma soeur						Roi de Jarry			
				Saison						Odeur marine			
					Existerai						Aluminium		
											Note de musique		
Grosse artère						Commune bretonne		Domage					Certaine
Courbée													
					Annonce la spécialité			Conceptions					
					Bière anglaise			Percée					
Désert rocheux		Jeu asiatique		Astate			Patriarche biblique				Or		
				Amende			Voiture légère				Pascal		
			Commune bretonne							Vierge			
Oeuvres litté-raires										Essieu			

PÉTROLE

Le baril de Brent à 67,42 dollars

Les cours du pétrole restaient stables mercredi soutenus par une hausse liée à la faiblesse du dollar, le marché demeurant aussi prudent face aux tensions géopolitiques. La forte baisse du dollar américain face à un panier d'autres devises, rend les matières premières libellées en dollar comme le pétrole, moins chères pour les détenteurs d'autres monnaies, favorisant leurs achats. Après avoir dépassé les 68 dollars, au plus haut depuis septembre, vers 12H35, le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en mars, concédait 0,22% à 67,42 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison le même mois, perdait à peine 0,08% à 62,34 dollars.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Jeudi 29 janvier 2026 <http://www.lesenjeuxeco.dz>



COOPÉRATION

Boulos souligne la solidité des relations algéro-américaines

Le haut conseiller du président américain pour l'Afrique, les affaires arabes et le Moyen-Orient, M. Massad Boulos a souligné, mardi à Alger, la solidité des relations algéro-américaines, réitérant l'engagement commun des deux pays à œuvrer pour un avenir plus pacifique et plus prospère. Dans une déclaration à la presse au sortir de l'audience que lui a accordée le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, au siège de la Présidence de la République, M. Boulos a déclaré : "J'ai évoqué avec le président de la République notre engagement commun à renforcer notre coopération, notamment en matière de promotion de la paix et de traitement des préoccupations sécuritaires et régionales". Le responsable américain a, par ailleurs, mis en avant "les importantes potentialités d'élargissement des relations commerciales entre les deux pays, à la faveur des bases solides de leur coopération économique". Il a précisé avoir rencontré, lors de sa visite en Algérie, le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, M. Ahmed Attaf, avec lequel il a discuté "des efforts conjoints en faveur du soutien à la paix et à la stabilité, y compris dans la région du Sahel". M. Boulos s'est également entretenu avec le ministre d'Etat, ministre des Hydrocarbures et des Mines, M. Mohamed Arkab, dans l'objectif "d'explorer de nouvelles perspectives de partenariat commercial et d'examiner les voies et moyens permettant aux deux pays d'œuvrer de concert pour l'intérêt mutuel". Le haut conseiller du président américain a également indiqué que cette visite a renforcé sa confiance quant à "la solidité des relations américano-algériennes et notre engagement commun à bâtir un avenir plus pacifique et plus prospère pour nos deux pays et pour la région".

APS

ALGÉRIE-FRANCE

Ségolène Royal appelle à une nouvelle ère de coopération

Ségolène Royal, présidente de l'Association France-Algérie, a appelé, mardi à Alger, à une nouvelle ère de coopération algéro-française, fondée sur la vérité historique, la restitution des archives et a insisté sur le respect mutuel d'"égal à égal". "Je suis venue (en Algérie) écouter et apprendre dans deux domaines : la créativité économique et la culture. Car l'Association pour l'amitié entre la France et l'Algérie que je préside travaille depuis plus de 60 ans au développement du dialogue, de l'amitié, de l'échange, de la compréhension mutuelle et de la recherche de perspectives communes", a-t-elle dit dans une déclaration à la presse à l'issue d'une audience que lui a accordée le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune. Elle a estimé que "l'histoire entre la France et l'Algérie est une histoire blessée, faite de domination, de violences indignes, mais aussi de luttes, de résistance, de destins mêlés, de familles construites entre les deux rives, de projets économiques et culturels communs, de partenariats et de potentiels trop souvent occultés ou méconnus que nous devons mettre en valeur". "Il faut faire reculer les postures politiques, les provocations, les discours qui déchirent, de la part de ceux qui ne

veulent pas que l'Algérie avance et qui ne veulent pas encore admettre la souveraineté nationale de l'Algérie, son rôle diplomatique dans le monde, sa décision de non-alignement, sa liberté totale de choisir ses alliances et ses causes", a-t-elle affirmé, ajoutant "moi je respecte profondément cela et j'espère que les autorités françaises finiront aussi par respecter cette souveraineté nationale de l'Algérie". Pour Mme Royal, "l'amitié réparée entre nos pays et nos peuples doit se réaliser, je le souhaite de tout mon cœur pour construire des passerelles de savoir et de respect par le dialogue", a-t-elle relevé. Selon elle, "le premier geste que doit faire la France, qui aurait dû être fait depuis longtemps, c'est la restitution des biens culturels et des archives, et j'y mettrai toute ma force. D'abord les objets de l'Emir Abdelkader et des autres personnalités algériennes". Il s'agit aussi de "restituer les ossements de tous les Chouhada conservés au Musée de l'Homme pour qu'ils soient honorablement inhumés comme l'a dit le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune". "Toutes les archives ensuite, qui sont conservées à Aix-en-Provence et qui ont été en partie numérisées et donc qui peuvent être rendues très rapidement. Le canon d'Alger qui se trouve à

Brest. Tout cela c'est d'ailleurs la commission mixte Histoire et Mémoire qui l'a confirmé dans son rapport du 22 novembre 2023", a-t-elle poursuivi. Il faut ajouter à cela, "les archives et le dossier complet sur les essais nucléaires dans le Sahara afin de mesurer l'ampleur en effet des dégâts et les réparer", a-t-elle martelé. Evoquant les propos de l'Emir Abdelkader : "L'homme est grand par ce qu'il sait, et noble par ce qu'il fait", elle a plaidé en faveur de la restitution au peuple algérien "des objets qui lui appartiennent". "C'est ce que je dirai au président (français) Emmanuel Macron à mon retour pour l'inciter à agir en ce sens, comme d'ailleurs il l'avait dit au début de son quinquennat", a-t-elle ajouté. "Je voudrais terminer par cette belle pensée de l'Algérien Saint Augustin, né à Tagaste, qui a écrit ceci : +La vérité est comme un lion, laisse-la libre, elle se défendra elle-même+", appelant "à libérer la vérité de nos passés et construire une nouvelle alliance par des projets communs, d'égal à égal". Elle a souligné que "la reconstruction de l'amitié entre la France et l'Algérie est un devoir que nous avons d'abord envers les jeunes générations des deux rives qui ne demandent qu'à développer ensemble leurs projets".

APS

Chronique Eco

d'Anouar El Andaloussi

La mondialisation a été essentiellement économique. Le multilatéralisme n'a été qu'un éventail balancé lors des conférences internationales. Dans le domaine économique, il y a eu véritablement des échanges commerciaux et financiers entre les Etats et des interdépendances fortes ont été réalisées par-delà les frontières. Les échanges économiques ont atteint des sommets au cours des années d'avant COVID19. L'OMC a été le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre de ce développement à côté de la Banque Mondiale et du FMI. Ces derniers n'ont cessé de recommander l'ouverture des économies et d'accorder des facilitations et des appuis aux économies pour améliorer le climat des affaires pour l'attractivité des IDE et à encourager les exportations. Il va sans dire que cette mondialisation portée par les échanges commerciaux et les investissements internationaux a été bénéfique pour beaucoup de pays y compris ceux du Sud ; la Chine a été le principal bénéficiaire de cette mondialisation. Mais cette mondialisation avait aussi des

travers et produit des injustices à travers le Monde ; elle était d'essence libérale et ne fonctionnait que par rapport à cet ordre libéral. Le retour de Trump et la guerre en Ukraine ont montré avec brutalité les fragilités de l'Ordre International Libéral qui a toujours légitimé « l'Empire américain et ses protectorats. » En effet, les relations politiques internationales n'ont pas été au niveau de celles économiques. L'ordre occidental est réellement menacé, non pas par l'extérieur (un peu avec les Brics+) mais devenu vulnérable à l'intérieur de ses frontières. Son arrogance, son mépris des droits des autres, sa machine de guerre sont les principaux facteurs de son déclin économique. « L'Occident ne libère plus les peuples : il les transforme en éléments d'un mécanisme global qui leur échappe totalement » (Alexandre Zinoviev.) Les Brics+, désormais élargis à de nouveaux membres prétendent de plus en plus présenter une alternative crédible aux institutions dominées par l'Occident, comme le FMI ou la Banque

mondiale. Ils ne doivent pas être réduits à un bloc uni dans la mesure où ils rassemblent tous les demandeurs d'un nouvel ordre post-occidental qui n'est pas forcément antioccidental pour ceux qui ne sont ni alignés sur l'Amérique ni membres de l'axe sino-russo-irano-nord-coréen. Le politologue indien AmitavAcharya expliquait déjà, dans la fin de l'ordre mondial américain, en 2014, que « le monde ne devient pas anarchique ni dominé par une nouvelle puissance (Chine), mais 'multiplex', c'est-à-dire composé de plusieurs centres de pouvoir, d'idées, d'institutions et de normes. » (Repris dans « Le Nouvel Ordre Post-Occidental », A. Del Valle. Ed. L'artilleur 2025). La guerre en Ukraine a ravivé les tensions Est-Ouest (encore que ce dernier n'est plus le même, il a une autre composition autour des Brics+) ; la mondialisation et le développement des échanges commerciaux entre ces deux pôles n'a pas effacé totalement les velléités de la Guerre froide. Les Européens, faute de puissance militaire, se rabattent sur les sanctions écono-

miques contre la Russie. En contrepartie, cette dernière s'ouvre aux pays du Sud, particulièrement la Chine et l'Inde en leur vendant du gaz au prix le plus bas, alors que l'Europe va acheter ce gaz en Amérique au prix le plus élevé. Au final, c'est l'industrie européenne qui est la plus grande perdante du remplacement du gaz russe livré par gazoducs par le GNL principalement américain, plus cher. Trump a signé la fin de la mondialisation économique et ses avatars très bénéfiques au monde occidental mais surtout à l'Amérique, lorsqu'il a imposé des droits de douane à ses « protectorats » et a menacé d'annexer des territoires étrangers au sein même de l'Europe. En face le mouvement des « contestataires » organise la contre-attaque autour de la « dédollarisation », de la montée en puissance de l'innovation et la technologie et la coopération Sud-Sud. Le basculement a commencé, il est irréversible.

Le basculement